



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (Lénine)

Supplément à C.P.S Nouvelle série N°25 (N°107) – 1,50 €

22 AOUT 2006

CERCLE POUR

LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

La politique du CCI-PT et de sa prétendue « IV^e Internationale » : Un nouveau social-patriotisme

« Défense nationale et démocratie, voilà les formules solennelles de capitulation du prolétariat devant la volonté de la bourgeoisie » (*Manifeste* du II^e congrès de l'Internationale Communiste).

Le Courant Communiste Internationaliste (CCI) du Parti des Travailleurs, dirigés tous deux par Daniel Gluckstein et Pierre Lambert, prétend depuis 1993 que la IV^e Internationale fondée par Léon Trotsky aurait été reproclamée et qu'il en serait la section française. Cette « Internationale » a elle-même des allures de poupée gigogne, puisqu'en réalité elle est immergée dans un regroupement intitulé « l'Entente Internationale des travailleurs ».

Elle doit tenir son VI^e congrès mondial en décembre 2006. Elle l'a préparé en excluant de manière bureaucratique la majorité de sa principale section en dehors de France, la section brésilienne, une des seules à avoir une influence réelle dans son pays.

Qu'ils soient encore militants de cette « IV^e Internationale » ou qu'ils soient influencés par elle à des degrés divers, de nombreux militants ouvriers sont aujourd'hui confrontés à une orientation politique qui est à l'origine des crises à répétition et du dessèchement théorique de ce courant, une orientation qui place désormais en son centre la « *défense de la nation* ». Le combat en défense du trotskysme exige que celle-ci soit combattue. C'est à cela que la contribution que nous publions dans ce supplément à CPS veut aider.

Introduction : « Renault américain ? » ...

« Renault américain » ? Sous ce titre, un tract du Parti des travailleurs en date du 5 juillet 2006 met les travailleurs en garde contre un danger imminent : « *Le trust américain General Motors a enregistré 10 milliards de pertes. Il propose la fusion avec Renault. Il faudrait donc que Renault, qui s'est développée comme entreprise publique et nationale (depuis, privatisée) éponge les pertes des actionnaires américains.* » Le tract du PT ajoute : « *L'Union Européenne détruit toutes les économies au compte des marchés financiers dominés par les fonds d'investissement américains* ».

La menace contre laquelle le PT appelle à combattre serait donc la perte par Renault de sa nationalité française. En réalité, l'histoire récente de l'industrie automobile montre que tout est possible. Ainsi le rachat de Nissan par Renault qui y a imposé un plan de restructuration terrible, et qui ne s'explique pas par un complot des « *fonds d'investissements américains* » contre la « nation japonaise », mais tout simplement par les lois de l'économie capitaliste gouvernée par la recherche du profit maximum. Idem le rachat du groupe américain Chrysler

par le groupe allemand Daimler, ou encore l'accord temporaire Fiat – General Motors.

Rappelons un autre fait. Les effectifs du groupe Renault en France sont passés depuis 1978 (leur sommet) de 108 000 à 45 000 salariés, mouvement accéléré par la privatisation du groupe, en 1990, laquelle il faut le souligner est intervenue avant l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, à propos duquel le PT martèle : « *qui osera dire que toutes ces attaques contre les travailleurs, la jeunesse, la démocratie ont une autre raison que la politique dictée à Bruxelles, en application du traité de Maastricht, ont un autre centre que le projet de Constitution européenne ?* » (*Serment de la République*, janvier 2005).

Dans les années 70, les staliniens français ont inventé le slogan « produisons français ». Pour le PT, l'essentiel serait-il aujourd'hui qu'on « *licencie français* » ? Qu'importe, sinon aux patriotes et aux chauvins, la nationalité du licencié, français ou américain, aux ouvriers jetés sur le pavé, aux intérimaires ballottés d'un contrat précaire à l'autre, ou aux salariés remisés en préretraite !

La défense du caractère « national » de l'entreprise Renault n'est pas un accident estival provoqué par un coup de chaleur. La « défense de la souveraineté nationale » est au cœur de l'orientation du Parti des travailleurs, et du « Courant Communiste Internationaliste » (CCI) qui le

dirige, courant qui s'affirme « *section française de la IV^o Internationale* ».

Il n'y a pas en effet que Renault que le CCI-PT, et la « IV^e Internationale », entendent protéger des appétits américains : c'est aussi le cas de la Côte D'Ivoire.

... et la Côte D'Ivoire ?

En septembre 2002, peu de temps après la réélection de Chirac, une tentative de coup d'état avait lieu contre Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, coup visiblement impulsé depuis le Burkina voisin, dont le régime de Compaoré est l'un des plus proches qui soit de Chirac (voir pour plus de précisions l'article paru dans *Combattre pour le Socialisme* nouvelle série n°19). Mais ce coup échoue et aboutit à la division en deux de la Côte d'Ivoire. Les troupes françaises débarquent en nombre et s'installent sur la ligne de front. Avec l'aval de l'ONU et notamment de l'impérialisme US, l'impérialisme français impose ensuite en janvier 2003 à Gbagbo les accords de Marcoussis qui lui sont particulièrement défavorables.

En novembre 2004, les troupes de Gbagbo, appuyées par les quelques appareils que compte l'armée de l'air ivoirienne, tentent la reconquête du nord du pays. Mais l'aviation gouvernementale largue mystérieusement une bombe ... en plein sur un campement de l'armée française. Il n'en faut pas plus pour que Chirac en personne décide sur l'heure la destruction de tous les avions ivoiriens, et l'occupation militaire des points stratégiques d'Abidjan. Face aux manifestations de protestation contre ce coup colonial, l'armée française ouvre le feu sur la foule à plusieurs reprises. Il y a des dizaines de morts. Le gouvernement Gbagbo s'adresse publiquement à Washington : en vain. L'impérialisme US laisse carte blanche aux Chirac, Alliot-Marie et Villepin qui réaffirment ainsi leur emprise sur un pays dont la place économique est déterminante en Afrique de l'Ouest.

Face à cette intervention directe de son propre impérialisme, comment a réagi le CCI-PT ?

D'abord en passant totalement sous silence la répression coloniale. *Informations Ouvrières* (n°666) n'évoque celle-ci que comme « *les événements d'Abidjan* », la « *nouvelle flambée de violence* ». A aucun moment ni dans ce numéro ni dans les suivants l'armée française, le gouvernement français, ne seront mis en cause.

Ensuite, au moment où dans les rues d'Abidjan on brandit des pancartes « *Chirac assassin* », le PT-CCI, lui, s'inquiète devant : « *le basculement de la situation en Côte d'Ivoire dans un indescriptible chaos* ». « *Chaos* », « *événements* », cela évoque le langage codé utilisé par la presse française durant la guerre d'Algérie. Mais *Informations Ouvrières* a une idée précise du responsable de ce « chaos » : il faudrait le chercher outre-atlantique. Ce serait « *l'influence de Washington* », « *la politique de dislocation impulsée par l'impérialisme américain* » qui serait en cause. L'impérialisme français est presque décrit comme étant l'agressé – peu importe à IO que, au conseil de sécurité de l'ONU, le gouvernement Bush apporte son soutien au gouvernement Chirac.

La Côte d'Ivoire n'est pas un cas isolé. Lors du coup d'Etat au Togo, soutenu par l'impérialisme français, le PT s'est fendu d'un entrefilet dans IO du 10 février 2005. Après avoir cité une dépêche AFP qui se conclut ainsi :

« *le « pré carré » constitué dans la foulée des indépendances se réduit de plus en plus* », IO commente :

« *et aussitôt commencent les déclarations, contre-déclarations, les menaces... Le même scénario qui a conduit à l'explosion en Côte d'Ivoire.* »

Pas un seul mot pour dénoncer le coup d'état des amis de Chirac mené par l'apprenti dictateur Faure Gnassingbe !

Revenons à la Côte d'Ivoire. On l'a vu : pas question, donc, pour la « IV^e Internationale » de revendiquer, même sous une forme voilée, le retrait des troupes françaises. Ce refus, *La Vérité*, « *organe théorique de la IV^e Internationale* », va le justifier dans son numéro 42 (février 2005). Caractérisant (p.42) ce mot d'ordre « *d'anti-impérialisme de pacotille* », *La Vérité* affirme :

« *Combattre son propre impérialisme, c'est indiscutablement le devoir de tout révolutionnaire... à condition de ne pas agir au compte d'un autre impérialisme !* »

On l'a vu, en l'affaire, il n'y a pas d'opposition entre l'impérialisme US et l'impérialisme français. Mais quand bien même cela serait-il le cas... Dans ses thèses de 1916 sur *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, Lénine répondait ainsi à ces savantes arguties qui, toujours, furent celles de ceux qu'il combattit et caractérisa comme les « *sociaux-patriotes* » :

« *Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre "grande" puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes.* »

L'une des 21 conditions d'appartenance à la jeune III^e Internationale était :

« *Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette.*

Tout Parti appartenant à la III^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies ; de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies ; d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole ; de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimés et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux. »

Quel militant honnête pourrait soutenir que la « IV^e Internationale », au programme de laquelle devraient figurer les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, pourrait défendre les positions chauvines honteuses défendues dans *La Vérité* ?

Elles ne sont certes pas originales. En 1947, le PCF, sous la plume de Maurice Thorez, justifiait son opposition à l'indépendance de l'Algérie parce que cela ferait tomber l'Algérie sous la coupe de l'impérialisme US :

« Dans le moment présent, et pour les raisons déjà indiquées, «l'indépendance» de l'Algérie constituerait à la fois un leurre et une consolidation des bases de

l'impérialisme [américain] en Algérie et dans le monde : les communistes condamnent cette position fausse ».

Cette capitulation lamentable devant l'impérialisme français, l'impérialisme de la plus importante section de cette prétendue « IV^e Internationale », est inséparable de l'orientation générale que développe cette organisation ces dernières années. Celle-ci a en effet connu une évolution significative : la « *ligne de la démocratie* » inventée dans les années 80 pour lutter contre l'orientation du combat pour le socialisme a muté aujourd'hui en une orientation dont le cœur est « *la défense des nations* ».

*

*

*

Madrid, Berlin, Paris : conférences et conventions sur la ligne de la « défense de la Nation »

En mars 2005 s'est tenue à Madrid une conférence mondiale initiée par « *l'Entente internationale des travailleurs* », l'un des organismes impulsés par le PT/CCI à l'échelle mondiale. Selon ses organisateurs, y participaient environ 200 délégués venus d'une cinquantaine de pays. Sa déclaration finale affirme : « *dans un monde marqué chaque jour davantage par la guerre, l'occupation militaire, la remise en cause de la souveraineté des nations, le pillage, par la remise en cause des formes mêmes de la démocratie, y compris l'existence des nations [bis ! – Ndlr], ce sont les bases mêmes de la civilisation humaine qui sont menacées.* ».

En février 2006, c'est à Berlin que se réunissait à l'initiative de cette EIT une conférence européenne visant à (re)constituer une « Entente Européenne des Travailleurs et des Peuples », rassemblant selon elle près de 200 délégués venus de 15 pays. Son adresse finale prétend :

« Dans leur soif de profit insensée, les spéculateurs internationaux, et particulièrement américains, exigent la destruction des nations européennes, et donc le viol permanent de la souveraineté de nos peuples, fondement de la démocratie politique ».

En mai 2006, en France, se tenait la 2^{ème} convention nationale du « Comité national pour la reconquête de la démocratie » impulsé par le CCI-PT, rassemblement hétéroclite d'élus locaux « de toutes tendances » et de « syndicalistes ». Cette convention a lancé un appel à combattre pour : « *la reconquête de la souveraineté de la Nation* ».

Des esprits naïfs pourraient croire que cette orientation est celle adoptée par les regroupements initiés par l'EIT, le PT, mais que le CCI, et la prétendue « IV^e Internationale » ont pris au moins pour la forme quelque distance avec cette ligne « souverainiste ».

Il n'en est rien, au contraire : sur ce plan comme sur tous les autres, c'est la direction de cette prétendue « IV^e Internationale » qui a initié cette orientation, et tout particulièrement Daniel Gluckstein.

Ce dernier réussit la prouesse d'être tout à la fois secrétaire du Parti des Travailleurs, du CCI, de l'Entente Internationale et de la « IV^e Internationale ». A l'image des premiers Seldjoukides, dynastie turque, qui, après avoir chassé de Bagdad leur rivaux, laissèrent sur son trône le calife abbasside tout en prenant en main la totalité du pouvoir réel et se faisant les champions de l'orthodoxie sunnite, Daniel Gluckstein a pris entre ses mains les rênes de toutes les organisations impulsées par le CCI.

C'est dans son livre *Lutte des classes et mondialisation*, publié en 1999, que Daniel Gluckstein a théorisé cette ligne de « défense de la nation ». Traduit en plusieurs langues et largement diffusé au sein de l'organisation internationale dirigée par le CCI, cet ouvrage constitue le bréviaire de la politique actuelle du courant lambertiste et n'a jamais été combattu comme tel (la seule critique parue, en interne au CCI, affirmait en effet son plein accord avec l'orientation générale qui y était défendue, ce qui n'a pas épargné l'exclusion à son auteur). Sa conclusion était :

« Au moment où la classe capitaliste, entrée dans cette phase de décomposition de l'impérialisme pourrissant, entreprend de démanteler et de briser toutes les conquêtes démocratiques dont elle avait permis l'avènement dans sa phase ascendante – en particulier les libertés démocratiques publiques et la nation aujourd'hui menacée de destruction – c'est à la classe ouvrière qu'il revient de reprendre le flambeau du combat pour la démocratie (...) d'assurer le combat pour la reconquête de la souveraineté de la nation » (p.385).

Cette orientation s'appuie par une tentative de définition de la période politique comme « *impérialisme sénile* ». Nous reviendrons ultérieurement sur cette caractérisation. Mais puisque Gluckstein affirme que ce nouveau stade du capitalisme distinct de l'impérialisme, prenons-le pour dit et commençons par rappeler de saines évidences qui devraient l'être pour tout marxiste, internationaliste, militant à l'époque de l'impérialisme, celle de la « *réaction sur toute la ligne* » (Lénine), évidences qui ont toujours eu une immense importance dans la lutte contre l'opportunisme, contre la révision du marxisme.

« Les ouvriers n'ont pas de patrie » (Manifeste du parti communiste)

Bien que le *Manifeste* de Marx et Engels soit célèbre, il est utile d'en redonner la teneur :

« *Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. (...)*

« *La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme.*

Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie. »

Dans *Lutte des classes et mondialisation*, Daniel Gluckstein ne peut esquiver ces passages célèbres.

Il les cite donc et ajoute : « *Mais il n'y a pas de forme sans contenu ni de contenu sans forme* ». Abracadabra : dès lors Gluckstein va affirmer à longueur de livre l'exact contraire de ce que dit le *Manifeste*, et que rappela Lénine aux heures cruciales du déclenchement de la première guerre impérialiste mondiale. En effet selon lui les ouvriers ont bel et bien une patrie.

Il affirme en effet (pp 111-112) « *la classe ouvrière se constitue dans le cadre national qui est celui là même où s'édifient les rapports capitalistes* ». Plus loin (p.284), sous une autre forme : « *nous enregistrons le fait – inscrit dans l'histoire de chacune des nations – que c'est dans le cadre de la nation que la classe ouvrière s'est constituée comme classe.(...)* ». Et voilà le prolétariat affligé, sinon d'une patrie, du moins d'une nation.

Or précisément, à la différence de la bourgeoisie qui s'est effectivement constituée – en tout cas en ce qui concerne les bourgeoisies impérialistes - en constituant la nation (« *des provinces indépendantes, tout juste fédérées entre elles, ayant des intérêts, des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents, ont été réunies en une seule nation, avec un seul gouvernement, une seule loi, un seul intérêt national de classe, derrière un seul cordon douanier* » écrit *Le Manifeste*), le prolétariat moderne lui, ne s'est pas constitué dans le même cadre : il n'a commencé à exister qu'en relation avec la constitution du marché mondial.

Voilà pourquoi le *Manifeste* affirme que le prolétariat, lui, n'a pas de patrie. Marx et Engels y précisent encore :

« *Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. »*

Notons que ce sont les réactionnaires qui, en 1848 déjà, pleuraient la perte de la « base nationale » de l'industrie. Mais pour les communistes, précisément, c'est dans cette mutation que se constitue le prolétariat moderne. Dans *l'idéologie allemande*, Marx et Engels écrivent (p.103): « *tandis que la bourgeoisie de chaque nation conserve encore des intérêts nationaux particuliers, la grande industrie créa une classe dont les intérêts sont les mêmes dans toutes les nations, et pour laquelle la nationalité est déjà abolie* ». Ils précisent qu'il s'agit de « *la masse*

d'ouvriers qui ne sont qu'ouvriers » dont l'existence « *suppose le marché mondial* ».

C'est le marché mondial qui crée le prolétariat moderne, marché mondial qui sera l'arène de la révolution industrielle, et celui de la révolution prolétarienne.

Le Manifeste précise encore que, même en prenant le pouvoir dans chaque pays, ce qui est indispensable:

« *Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot. (...) Le prolétariat au pouvoir fera disparaître plus encore les démarcations nationales* »

En tentant d'enfermer le prolétariat dans les cages des « nations », Daniel Gluckstein et avec lui sa « IV^o Internationale » bafouent le b-a ba du marxisme. Mais – cela va de pair - ils piétinent aussi l'histoire tout court.

Car nous dira-t-on, pour paraphraser Gluckstein, dans « *le cadre de quelle nation* » s'est constitué le prolétariat chinois, pour ne prendre que cet exemple d'un prolétariat puissant dont le mouvement révolutionnaire secoua l'Asie tout au long du 20^{ème} siècle et le fera encore dans le siècle qui s'annonce?

Pour tenter de rester cohérent avec lui-même, Daniel Gluckstein explique tout simplement que c'est... le colonialisme qui a engendré des nations sur la planète, à l'époque du capitalisme ascendant (19^{ème} siècle):

« *(...) de manière contradictoire, l'exportation des capitaux, en même temps qu'elle signifiait exploitation et oppression des peuples dominés, était aussi facteur de constitution de la nation opprimée, en ce sens que l'extension des rapports capitalistes au pays dominé était facteur de constitution du prolétariat, donc de la nation* » (p.265)

De classe redevenue nationale, voilà le prolétariat devenu chez Gluckstein une classe qui crée « *donc* » la nation, même en l'absence de bourgeoisie nationale. Ne voit-il pas dans les crayons de colonisateurs traçant des frontières artificielles des facteurs magiques capables de faire émerger des nations?

Restons-en pour le moment à la Chine pour constater: le prolétariat chinois ne s'est pas constitué comme classe dans le cadre d'une nation qui n'était qu'en devenir, dépecée par différentes puissances impérialistes qui s'étaient partagées le « gâteau chinois », et sous la coupe des seigneurs de guerre féodaux. Il s'est constitué en relation directe avec l'existence du marché mondial, et ce d'ailleurs essentiellement au 20^{ème} siècle.

C'est la révolution de 1949, parce qu'elle est allée jusqu'à l'expropriation du capital, qui a permis pour la première fois d'unifier la Chine comme une seule nation.

Seule la révolution socialiste peut résoudre les questions nationales à l'époque de l'impérialisme, telle est la conclusion que tira notamment Léon Trotsky dans *La Révolution permanente*.

Pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

De ce que le prolétariat n'ait décidé pas de patrie et ne soit nullement « national », mais constitue une classe internationale, au contraire de ce que racontent Gluckstein et le CCI/PT, il ne découle nullement que la classe ouvrière soit indifférente aux questions nationales multiples et complexes qui se manifestent à la surface du globe. Cette position de rejet des questions nationales fut défendue au début du 20^{ème} siècle par Rosa Luxembour, laquelle considérait que satisfaire les revendications nationales était effectuer un mouvement historiquement réactionnaire, rajouter des frontières, en un mot retourner vers le Moyen Age. Lénine défendit contre elle la revendication du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, considérant que l'émancipation des travailleurs ne pourrait être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et donc nécessitait que les peuples opprimés puissent choisir eux même leur destin, le socialisme ne pouvant être un produit d'exportation.

Mais encore : Lénine souligne qu'avec l'entrée du capitalisme dans sa phase impérialiste à la fin du 19^{ème} siècle, avec le mouvement de concentration du capital et la colonisation de la planète entière par les principales puissances impérialistes, « *se renforcent particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions, c'est-à-dire à la violation de l'indépendance nationale (car l'annexion n'est rien d'autre qu'une violation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes).* »

A l'époque de l'impérialisme, la lutte pour l'indépendance nationale des pays dominés peut donc devenir un facteur objectivement révolutionnaire, tourné contre l'ordre établi. C'est pourquoi dans ses quatre premiers congrès l'Internationale Communiste commença à définir une politique de soutien aux mouvements indépendantistes, proposant d'agir sur la ligne du « *front anti impérialiste unique* », dans lequel « *le mouvement ouvrier des pays coloniaux et semi-coloniaux* » conserverait « *sa pleine indépendance politique* » (Thèses sur la Question d'Orient, 4^{ème} congrès).

« Se rendant fort bien compte que dans diverses conditions historiques les éléments les plus variés peuvent être les porte-parole de l'autonomie politique, l'Internationale Communiste soutient tout mouvement national-révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme.

Toutefois, elle ne perd pas de vue en même temps que, seule, une ligne révolutionnaire conséquente, basée sur la participation des grandes masses à la lutte active et la rupture sans réserve avec tous les partisans de la collaboration avec l'impérialisme peut amener les masses opprimées à la victoire. »

C'est l'un des aspects de la théorie de la révolution permanente élaborée par Léon Trotsky que de souligner que sous l'impérialisme la réalisation réelle de l'indépendance nationale des pays dominés ne peut être atteinte qu'en rompant avec le capital étranger, en

expropriant le capital. Cette théorie a été vérifiée, nous le disions plus haut, en Chine, ou encore dans le cas de Cuba.

La Yougoslavie a elle été une ébauche de dépassement des particularismes nationaux dans les Balkans, précisément sur la base d'un combat commun des ouvriers et paysans des Balkans, qui a abouti à l'expropriation du capital, à la constitution d'un Etat ouvrier bureaucratique dès l'origine. Inversement, la restauration du capital, dans la guerre de dislocation de l'ex-fédération Yougoslave, s'est accompagnée de la résurgence des particularismes nationaux qui n'avaient pas été définitivement remis au musée et ne pouvaient l'être sans que la fédération yougoslave soit une transition vers la fédération socialiste des Balkans, ce dont ni les staliniens, ni le régime titiste, ne voulaient. Les impérialismes allemand et français, puis US, ont utilisé et attisé ces antagonismes qui ont fait éclater l'ex-Yougoslavie.

Quelle meilleure vérification de ces considérants théoriques que la situation du peuple palestinien ? Ce n'est pas par nationalisme que les révolutionnaires se doivent de soutenir inconditionnellement la lutte de ce peuple pour son existence, pour ses droits nationaux. C'est que l'histoire a inextricablement lié l'issue de ce combat à la révolution prolétarienne, car c'est un combat direct contre la forteresse armée israélienne que l'impérialisme a implantée au Moyen-Orient, un combat contre l'impérialisme, contre les leaders nationalistes et cléricaux arabes, qui n'ont pas la moindre intention de voir se produire le bouleversement révolutionnaire que signifierait la victoire des masses palestiniennes contre l'opresseur.

Ce que souligne la question palestinienne sans doute plus que toute autre aujourd'hui, c'est que, à l'époque de l'impérialisme, la lutte pour la défense des revendications nationales ne peut aboutir qu'en tant que lutte anti impérialiste, et donc pour « *la rupture sans réserve avec tous les partisans de la collaboration avec l'impérialisme* » (selon des tactiques adaptées).

C'est à l'exact opposé de cette réalité, et à l'opposé de la théorie de la révolution permanente que s'oriente le CCI-PT et la « IV^e Internationale », qui défendent de facto la « révolution par étape » chère aux staliniens, en s'affirmant pour une étape « nationale démocratique », ainsi que l'attestent les citations des différentes conférences internationales tenues à son initiative que nous avons faites plus haut.

Mais le CCI-PT et la « IV^e Internationale » de Lambert-Gluckstein ne considèrent pas, au contraire de Lénine, que la situation serait marquée par l'oppression des petites nations par les grandes puissances impérialistes. Pour eux, un processus de « *destruction des nations* » elles-mêmes serait en cours, qu'elles soient dominantes ou dominées, et ce sur tous les continents. Qu'en est-il ?

La « tendance à la destruction des nations », une mystification pure et simple : de l'Afrique...

D'emblée une précaution s'impose : de quelles « nations » parle-t-on ? Lénine dans ses travaux sur la question nationale se garde bien de donner une définition arrêtée de la nation (au contraire de Staline). L'histoire produit des situations qui ne se laissent pas enfermer dans des définitions figées.

On l'a vu plus haut : à l'inverse de l'enseignement du marxisme, Daniel Gluckstein affirme que le prolétariat serait une classe nationale et que son existence engendrait ipso facto la nation. Dans son livre, il parle en particulier de « nations africaines » (p.267) – « nations », qui selon lui on l'a vu auraient été créées par ... le colonialisme.

Concernant l'Afrique, il est utile de rappeler (cf. *le Livre noir du colonialisme*, p.557 notamment), que la colonisation s'est traduite lors de la seconde moitié 19^{ème} siècle par une baisse de la population du continent de l'ordre de 50 millions d'individus, un tiers de la population environ, venant après des siècles de traite des noirs. Or, Gluckstein considère que c'est « aujourd'hui », contrairement au 19^{ème} siècle, que sur ce continent « l'exportation de capitaux vise de plus en plus à piller directement les pays concernés, non plus tant pour développer la production marchande que pour rentabiliser à tout prix et tout de suite les capitaux excédentaires des spéculateurs. (...) »

Ce n'est qu'un apéritif. Selon la principale éminence de la « IV^e Internationale » :

« le résultat en est non seulement la misère croissante des peuples, mais aussi : la désindustrialisation, la destruction des services publics, des Codes du travail, et de tout ce qui, dans le cadre de l'exploitation capitaliste coloniale réactionnaire, avait pu contradictoirement constituer une parcelle de progrès » (p.265).

Rien, absolument rien n'a été installé et établi par les puissance coloniales, en particulier en Afrique, qui n'ait eu pour but le pillage de ces pays qui n'ont pour la plupart jamais connu l'indépendance politique, à la différence de ceux d'Amérique Latine. Tous les « codes », du « code noir » à celui de l'indigénat en Algérie, codifièrent une domination odieuse, laquelle servit en tous temps de point d'appui aux pires réactionnaires des métropoles impérialistes. Que la colonisation fût inévitable au 19^{ème} siècle vu la supériorité économique et technique du mode de production capitaliste sur tout autre, c'est une chose. La parer de vertus, oh, « contradictoires », lui attribuer des « parcelles de progrès », c'est se faire le chantre du « rôle progressif » (même « contradictoire ») de la colonisation.

Prenons l'exemple du Congo-Kinshasa, RDC, ex-Zaïre, ex-Congo belge, théâtre ces dernières années de drames épouvantables qui ont entraîné des millions de morts. S'agit-il là d'une nation que les impérialistes entendraient détruire ? Le Congo belge serait-il devenu une « nation » par la grâce d'avoir été « propriété personnelle » du roi des Belges à compter de 1885 ? Ou bien est-ce un ensemble disparate regroupé au moyen de guerres coloniales successives, et dont les frontières furent tracées

par les colonisateurs à la conférence de Berlin dans leur profond mépris des populations de l'Afrique subsaharienne au 19^{ème} siècle ? Poser la question, c'est y répondre.

Cet état immense et déliquescents est indiscutablement en proie en permanence aux pressions directes et indirectes des puissances capitalistes locales qui pillent à qui mieux mieux les immenses ressources minières du pays. Sans rentrer ici dans les détails (cf. *CPS* nouvelle série n°19), il a payé un prix lourd ces dernières années aux rivalités inter-impérialistes et d'abord de la politique de l'impérialisme français. La RDC est déliquescents, ce qui est le produit de la misère effroyable de ses peuples, mais elle l'est d'autant plus que, précisément, il s'agit d'une construction artificielle.

Et justement, voici que ces questions se présentent sous un jour fort pratique. Qui aujourd'hui défend, à défaut de la « nation » imaginaire, les frontières, réellement existantes, elles, de ce pays géant ? Les puissances impérialistes ! Au point même qu'elles y ont organisé l'intervention sous mandat de l'Onu la plus gourmande en hommes à ce jour (près de 20 000 soldats stationnent au Congo-Kinshasa), pour prévenir la désintégration de la RDC. Et pourquoi la font-elles ? Tout simplement parce que la décomposition dans laquelle l'Afrique est plongée par des décennies de pillage capitaliste ferait de la destruction de ces frontières un facteur d'instabilité et de remise en cause de toutes les frontières de l'Afrique subsaharienne, toutes produits des accords entre colonisateurs.

Voilà tout ce que masque la formule abracadabrante de la « tendance à la destruction des nations ».

L'Organisation Communiste Internationaliste d'ailleurs, dans une brochure de 1979 intitulée la révolution permanente et l'Afrique expliquait elle fort justement :

« Le découpage de l'Afrique réalisé entre les puissances coloniales et déjà impérialistes à la conférence de Berlin a créé des divisions territoriales complètement artificielles et faisant obstacle à la formation historique de communautés nationales réelles. (...) Ces frontières délimitent en fait des espaces qui correspondaient, à l'origine, aux marchés découpés par les divers impérialismes dans la chair de l'Afrique. Elles sont devenues, au travers du réajustement des rapports de force entre les impérialismes en question, des éléments de garantie contre le bouleversement de l'ordre impérialiste par les masses africaines.

En empêchant les pays africains d'accéder à la réalité nationale ou de développer le processus de sa formation, le colonialisme et l'impérialisme ont joué et continuent à jouer sur les divisions et oppositions entre les peuples du continent pour maintenir leur domination.»

L'OCI, l'organisation révolutionnaire d'où est issue le PCI le quel a été liquidé au profit du PT, appréhendait donc les choses d'une manière strictement inverse, c'est un constat, à celle d'un D.Gluckstein.

... au Moyen-Orient

Prenons un autre exemple, dont l'actualité est brûlante : l'Irak. Le PT/CCI affirme à l'envi que l'impérialisme entend « détruire la nation irakienne » : « il s'agit d'une véritable dislocation de la nation irakienne » dit le rapport introductif de Daniel Gluckstein à la conférence de Madrid, tout comme l'affirmait mot pour mot l'appel « pour les droits ouvriers en Irak » lancé depuis Genève en 2003. Une nouvelle fois, la confusion délibérée règne.

La guerre engagée en 2003 contre l'Irak est une guerre de recolonisation du Moyen-Orient par l'impérialisme, une tentative de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers. Dans le cadre de la période de réaction ouverte par la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS, période dont les traits se sont accentués à partir de l'utilisation par l'impérialisme US des attentats du 11 septembre 2001, après l'invasion de l'Afghanistan, il s'agit pour l'impérialisme d'annuler l'indépendance relative arrachée par l'Irak, ou la Syrie, dans les années 50, de liquider les séquelles de la révolution iranienne de 1979. C'est dans ce processus que s'est inscrite la nouvelle agression d'Israël au Liban en cet été 2006.

En conséquence la position de tout militant internationaliste doit être : du côté des masses irakiennes et de l'Irak, contre l'impérialisme, pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes américaines et britanniques d'Irak – et d'Afghanistan, et du Liban exigence qui dans ces derniers cas vaut aussi pour les troupes françaises.

L'introduction de la notion de « défense de la nation irakienne » masque les buts réels, et simples, des impérialismes, et n'aboutit qu'à faire obstacle au plein déploiement des mots d'ordre qui précèdent, en particulier en regard de la question kurde.

L'Irak contemporain est né du dépeçage de l'empire Ottoman par le traité de Sèvres, plus précisément du partage des dépouilles de cet empire par les impérialismes français et britanniques. Que ce partage se soit appuyé sur des réalités objectives, historiques, économiques, c'est certain. Mais il est tout aussi certain que la frontière Sykes/Picot entre la Syrie et l'Irak est artificielle, tout comme l'est le Koweït, micro-Etat découpé pour priver l'Irak de l'accès au Golfe persique et d'une partie de son pétrole. L'impérialisme français n'a pas procédé autrement sur le fond, même si en ce cas des particularismes historiques réels existaient, en décidant de créer dans sa zone un « grand Liban » séparé de la Syrie. Et que dire de l'Etat jordanien, totalement artificiel.

Alors, même si la lutte contre le colonialisme est en soi un facteur participant à la constitution de nations, il est bien hasardeux de parler comme d'un fait acquis d'une « nation irakienne ». D'ailleurs, les occupants américains et britanniques ne se privent pas d'attiser quand cela leur sert les divisions profondes au sein du pays.

Mais une nouvelle fois, la vérité s'impose: aujourd'hui, les impérialistes ne veulent pas remettre en cause les frontières créées suite au traité de Sèvres (hormis en faveur de l'enclave impérialiste au flanc du Moyen-Orient dénommée Israël). Tout particulièrement, si la constitution irakienne écrite sous la dictée de l'occupant est une constitution fédérale et islamiste, elle n'en vise pas moins l'objectif d'empêcher le Kurdistan irakien de faire sécession, d'interdire une nouvelle fois au peuple kurde de disposer de lui-même. Car l'autodétermination des Kurdes déstabiliserait non seulement l'Irak, mais encore la Turquie, allié des USA, qui occupe et opprime une grande fraction du territoire et de la population kurde. Cela dit, nul ne peut exclure que demain, l'impérialisme US utilise la revendication nationale kurde si elle sert ses fins. Répétons avec Lénine que le droit du peuple kurde à disposer de son propre Etat ne saurait dépendre des zigzags de la diplomatie américaine.

Afrique, Moyen-Orient, une même conclusion : ce qui est à l'œuvre n'est pas un processus de « destruction des nations », mais une offensive réactionnaire de type colonial qui vise à soumettre à l'impérialisme des pays qui avaient pu se défaire partiellement de son étreinte mortifère.

Les conséquences pratiques sont essentielles : il ne s'agit pas en Irak de chercher à défendre la « Nation » - donc de chercher à aller vers un pays « indépendant » dirigé par telle ou telle fraction de la bourgeoisie irakienne, avec ses classes antagonistes. Le prolétariat doit prendre la tête, de manière indépendante, du combat pour en finir avec l'occupation, sans cacher ses objectifs : l'expulsion des troupes d'occupation, l'expropriation des trusts US qui ont fait main basse sur le pays, la liquidation de la constitution coloniale, la socialisation des moyens de production et d'abord et avant tout celle du pétrole. Sur cette voie, les questions nationales peuvent trouver une solution positive, dans une fédération socialiste du Moyen-Orient. Pas plus aujourd'hui qu'hier il ne saurait y être question d'une « révolutions par étape », que les staliniens défendirent.

Dans les pays impérialistes dominants, l'Etat-nation tend même à se renforcer...

On se souvient que Lénine indiquait dans *l'Impérialisme* qu'une poignée de nations opprimait toutes les autres. Or, non contents d'affirmer la tendance à la « dislocation des nations » dans les pays dominés, Daniel Gluckstein et l'aréopage dirigeant le PT affirment que les « nations européennes » seraient elles-mêmes en danger.

D'ailleurs, ce ne sont plus les « nations » en général sur la disparition desquelles le courant lambertiste lance un signal d'alarme : c'est sur la disparition ... de l'Etat.

Ainsi, la conférence de Berlin de février 2006 affirme :

«comme si cette vague de destruction de toutes les bases d'une vie civilisée sur le continent n'y suffisait pas, Bruxelles ordonne la dislocation des Etats nationaux ».

Le rapport introductif de D.Gluckstein à la conférence de Madrid en 2005 s'inquiétait pour sa part que « l'Etat-nation lui-même » soit menacé de « déconstruction ».

Quelle est donc la nature de classe de cet « Etat-nation » ? A cette question, élémentaire pour des marxistes, le CCI-PT et l'EIT n'apportent jamais de réponse. Ils sont devenus adeptes de cette autre « théorie » stalinienne de la « neutralité » de l'Etat.

Jusqu'à plus ample informé, pour les marxistes, l'Etat c'est « une bande d'hommes armés » (Engels), « un despotisme militaire à armature bureaucratique et à blindage policier, serti dans une bordure de formes parlementaires » (Marx, critique du programme de Gotha). Lénine précisera ultérieurement contre les tenants de la « démocratie » pure et éthérée:

« la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière à la merci de la bourgeoisie, la masse des travailleurs à la merci d'une poignée de capitalistes »

(Thèses sur la démocratie bourgeoise adoptées par le premier congrès de l'Internationale Communiste).

Les révolutionnaires se fixent comme objectif la destruction de l'Etat bourgeois... la « IV^e Internationale » version Gluckstein, elle, s'inquiètent de sa disparition !

Mais est-ce d'ailleurs le cas ? « Dislocation des Etats nationaux » ? « Déstructuration et affaiblissement des

Etats », selon le livre de D.Gluckstein (p.308) ? Mais on assiste rigoureusement au processus inverse !

Dans tous les pays, et singulièrement depuis 2001, s'empilent les lois sécuritaires renforçant les pouvoirs des polices, des armées, des services de renseignement, les lois visant à restreindre les libertés démocratiques, sous couvert, bien entendu de « lutte contre le terrorisme », de renforcer les contrôles aux frontières au nom cette fois-ci de la lutte contre l'immigration – que l'on songe au mur qu les Etats-Unis construisent à la frontière mexicaine !

Bien entendu, il s'agit d'accroître la capacité de répression des mouvements de la classe ouvrière et la jeunesse. Ainsi en France, le projet de loi visant paraît-il la prévention de la délinquance présenté par le ministre Sarkozy prévoit-il de criminaliser davantage les sittings ou les occupations d'usine. Ce ne sont pas les marins grévistes de la SNCM, attaqués directement par les commandos de marine, les postiers de Bègles assaillis par le GIGN, bref traités comme des « terroristes », qui diront le contraire.

Mais il s'agit aussi de tenter de contenir les contradictions multiformes croissantes qui travaillent une société bourgeoise soumise à des forces dislocatrices croissantes, celles engendrées par la décomposition sociale qu'induit des décennies de chômage et de précarité de masse, celles engendrées par la domination sans partage sur les consciences (depuis la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS) des « valeurs » destructrices propagées par les groupes capitalistes, celle de la consommation, de l'individualisme, de la concurrence.

... dans tous les domaines

Ce n'est pas que sur le plan direct de la répression que le rôle de l'Etat bourgeois ne cesse de s'accroître. Son rôle économique va croissant.

Dans tous les pays, c'est l'Etat qui est au cœur du formidable parasitisme économique qui a été rendu nécessaire pour repousser les limites du mode de production capitaliste depuis plusieurs décennies.

L'Etat est le centre ordonnateur et payeur des dépenses militaires qui ont joué et jouent un rôle de poumon artificiel de volant d'entraînement de l'ensemble de l'économie mondiale. Plus largement, les Etats bourgeois ont pris en charge par divers biais les faillites retentissantes comme les pertes ordinaires des groupes capitalistes, multipliant les subventions déguisées ou non, prennent directement en charge parfois une partie du salaire pour diminuer le coût restant à la charge du patronat.

Résultat : des déficits chroniques, résultant de la crise récurrente du mode de production capitaliste; l'accumulation sous toutes les latitudes d'une dette pharaonique, qui dans certains pays dominants dépasse l'ensemble de la richesse produite par ces pays.

Enfin, qui ne voit que, d'abord dans le cas de l'impérialisme américain, mais pas seulement, les interventions militaires servent les intérêts des grandes compagnies nationales ? Et il en va de même quand la France intervient au Liban ou en Côte d'Ivoire pour défendre « ses capitalistes », ceux-là même qui accompagnent « leurs » chefs de gouvernements dans leurs tournées internationales, espérant signer dans leur sillage de juteux contrats. Et c'est un autre fait que les grands groupes industriels et financiers n'ont jamais cessé d'avoir une base nationale, et qu'ils délocalisent une partie plus ou moins grande de leur production ne change rien à l'affaire.

L'essentiel des grandes entreprises gardent leurs sièges dans leur pays d'origine. Protégées par leur Etat. Les classements des plus grandes entreprises mondiales, n'ont aucune difficulté à établir la nationalité de ces groupes.

Bref : au contraire de ce que racontent les altermondialistes, les plumitifs en mal de sensation, divers courants bourgeois réactionnaires type De Villiers ou Le Pen en France, et donc, le Parti des travailleurs, l'Etat-nation, l'Etat bourgeois n'est pas en voie de disparition.

Combattre les privatisations, les plans de « régionalisation » et de « réforme de l'Etat », oui, mais sur quelle orientation ?

Il n'en est pas moins une réalité que, dans nombre de pays capitalistes, se multiplient des « réformes », en fait des contre-réformes, de « décentralisation », de « réforme de l'Etat », des privatisations. Les travailleurs n'y sont certainement pas indifférents, et pour cause.

Le plus souvent « décentralisation », « régionalisation », sont autant de leviers pour l'éclatement des statuts qui unifient telle ou telle corporation. Ils doivent être combattus sur ce plan là, tout comme les privatisations doivent être combattues car elles permettent d'accélérer les licenciements, et liquident un facteur objectif de centralisation de la lutte du prolétariat contre l'Etat.

Or le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie et son Etat, tire avantage de la plus grande centralisation possible. C'est aussi le cas d'ailleurs au niveau des entreprises ou des administrations dans lesquelles le combat pour avoir la même convention collective et les mêmes acquis est une question essentielle. C'est partant de là qu'on peut s'orienter correctement. Pas en partant de la défense de « l'Etat-nation » prétendument menacé.

Car en réalité, les Etats-nations, les Etats bourgeois, ont pour fonction de détruire les acquis ouvriers ! Quelle misère de devoir rappeler de telles évidences à des militants se réclamant du trotskysme.

La destruction en cours des acquis ouvriers aux Etats-Unis ou en Europe n'a donc décidément aucune raison sérieuse d'être rattachée à celle, alléguée, des « Etats-nations » comme l'affirme la conférence européenne de l'Entente Internationale des Travailleurs.

La casse des acquis ouvriers procède d'un tout autre mouvement, à l'échelle internationale. Une période de réaction a été ouverte en grand par la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS, période dans laquelle toutes les conquêtes arrachées au cours du 20^{ème} siècle sont remises en cause, elles qui sont le produit du mouvement révolutionnaire du prolétariat mondial et tout particulièrement à l'engagement de la révolution prolétarienne mondiale avec la prise du pouvoir du parti bolchevique en Russie.

Nous y reviendrons plus loin, mais notons ici que pour D.Gluckstein et sa « IV^e Internationale », en dépit des faits historiques élémentaires, les conquêtes ouvrières essentielles dateraient de l'époque du capitalisme ascendant, c'est-à-dire du 19^e siècle.

Cette énième invention sert un propos précis : identifier la lutte en défense des statuts, conventions collectives, organisations, qui unifient la classe ouvrière comme classe, avec la défense de la nation, la lutte contre « la remise en cause généralisée des formes existantes des Etats », lit-on p.308 du livre de D.Gluckstein – qui se dit marxiste mais veut défendre les « formes existantes » des Etats bourgeois !

D'ailleurs, en matière de « forme » de l'Etat, Lénine rappelait dans *l'Etat et la révolution* le programme marxiste (cela fait partie des omissions et falsifications du livre de Jean-Jacques Marie, membre du CCI/PT, a consacré à Lénine – cf. Cps nouvelle série n°15):

« République unitaire, écrit Engels en développant les vues sur l'Etat qui doivent être à la base d'un programme marxiste. Mais pas dans le sens de la République française d'aujourd'hui, qui n'est pas autre chose que l'Empire sans empereur fondé en 1798 [Ni donc, dans le sens de la Cinquième République française d'aujourd'hui à caractère bonapartiste - Ndr]. De 1792 à 1798, chaque département français, chaque commune (Gemeinde) eut sa complète autonomie administrative, sur le modèle américain, et c'est ce qu'il nous faut avoir de même.

Comment organiser cette autonomie et comment on peut se passer de la bureaucratie, c'est ce que nous ont montré l'Amérique et la première République française; et c'est ce que nous montrent encore aujourd'hui l'Australie, le Canada et les autres colonies anglaises.

(...) Aussi Engels propose-t-il de formuler comme suit l'article du programme relatif à l'autonomie : "Administration autonome complète dans la province, le district et la commune par des fonctionnaires élus au suffrage universel. Suppression de toutes les autorités locales et provinciales nommées par l'Etat."

Au nom de la défense de la nation, l'EIT et le CCI/PT affirment que les gouvernements bourgeois réactionnaires pourraient mener une politique favorable aux masses, pourvu qu'elle soit « souveraine »...

Reprenons. Il n'y a pas plus lieu de défendre la patrie, la nation, pour défendre d'éventuelles dispositions favorables arrachées par la lutte des classes qu'il n'y aurait lieu de défendre le patron, l'entreprise pour garder des clauses positives des conventions collectives. Au contraire.

Alors pourquoi se situer du point de vue de la « défense de la Nation » ?

Tout simplement pour pouvoir affirmer que les gouvernements nationaux ne seraient pas les responsables, au compte des classes capitalistes, de la politique qui accable les masses ouvrières et paysannes, la jeunesse, en Europe.

C'est par exemple ce que martèle la déclaration finale de la conférence de Berlin qui présente les gouvernements nationaux comme des victimes (nous soulignons):

« La politique de l'Union Européenne, c'est la déréglementation totale du marché du travail imposée à coups de directives à tous les gouvernements d'Europe (...) l'obligation faite aux gouvernements d'exécuter immédiatement les lignes directrices pour l'emploi qui imposent par exemple « la flexibilité du marché du travail », (...) des milliers de directives que les gouvernements sont sommés d'appliquer (...) dévastation à laquelle Bruxelles interdit formellement aux gouvernements européens de s'opposer »

Les gouvernements nationaux européens seraient donc contraints de s'incliner devant « l'Union Européenne ». En d'autres termes, sans l'Union Européenne, ils pourraient mener d'autres politiques.

Mais qui donc compose, dirige et finance l'Union Européenne ? Les gouvernements nationaux des Etats membres. Avec quelle armée, avec quelle police, bref avec quel Etat l'Union Européenne, dont l'essentiel du budget est encore absorbé par la politique agricole, pourrait contraindre les gouvernements membres de l'UE à obtempérer si tant est qu'elle en ait besoin ? Pour tenter de répondre à cette question, les lambertistes, comme le fait D.Gluckstein dans son bréviaire révisionniste, affirment qu'en réalité c'est l'impérialisme américain qui dicterait sa volonté via la commission de Bruxelles aux pauvres Etats membres de l'UE, laquelle est dépeinte comme « *un sous-dominion des Etat-Unis* » (*Lutte des classes et mondialisation*, p.235).

Qu'en est-il des pays d'Europe non –membres de l'Union Européenne ? La situation de la classe ouvrière y serait-elle meilleure ? Chacun sait que non. L'origine des maux qui assaillent les masses, c'est le régime capitaliste.

Nos lecteurs nous permettront donc d'écarter l'idée saugrenue selon laquelle les patrons français seraient contre la destruction des contrats de travail, les patrons allemands contre l'allongement du temps de travail et la flexibilité, les patrons britanniques contre le démantèlement de l'école publique ou les patrons italiens contre les contrats dérogatoires institués par la loi Biaggi... Naturellement, on retrouvera leurs préoccupations dans chaque texte, chaque circulaire pondue à Bruxelles – comment pourrait-il en être autrement puisque leurs représentants s'y retrouvent pour harmoniser les conditions de leur concurrence « libre et non faussée » ?

Mais toute la logique du CCI-PT amène à considérer que, si elles rompaient avec l'Union Européenne, les bourgeoisies nationales pourraient mener une politique favorable aux masses, une politique ayant comme préalable le rétablissement de la « souveraineté nationale » – autrement pourquoi insister sur le fait qu'elles seraient contraintes par des forces extérieures « *supranationales* », pour reprendre le vocabulaire souverainiste du CCI-PT ?

Vérifions-le. Reportons-nous tout d'abord à la 1^{ère} convention pour la reconquête de la « démocratie », tenue en octobre 2005 en France. Cette convention s'est adressée à Villepin, premier ministre de Chirac. En ces termes :

« nous avons décidé de nous adresser à vous, parce que, dans une situation aussi terrible, il faut trouver des solutions et qu'il n'est pas possible que des choses aussi dramatiques se poursuivent. C'est pourquoi, monsieur le Premier ministre, nous vous demandons de nous recevoir. »

« *Il faut trouver des solutions* »... les participants à cette conférence ne sauraient-ils pas quelles « solutions »

préconise et met en pratique le chargé d'affaires de la classe capitaliste française qu'ils seraient impardonnables. Mais il y a fort à parier qu'ils le savent, ce qui est pire encore.

Il n'y a pas qu'en France que les lambertistes voient la possibilité que des gouvernements bourgeois réactionnaires fassent œuvre utile. En Algérie, le PT algérien a appelé à voter « oui » au référendum-plébiscite organisé par Bouteflika le 29 septembre 2005. Dans une déclaration du 2 octobre, au lendemain du référendum, le PT affirme – rien de moins !- que Bouteflika a été « *mandaté par le peuple pour prendre les mesures positives à même de restaurer la paix* », et donc :

« Alors le président, le gouvernement, les institutions de la république ne doivent-ils pas démontrer, par des décisions hardies à la hauteur du message d'espérance du 29 septembre que le peuple algérien, a eu raison de renouveler espoir et confiance ? »

Revenons en France. Lors du puissant mouvement contre le CPE, au printemps 2006, le PT et son organe *Informations Ouvrières*, sous la plume de l'éditorialiste Daniel Gluckstein, qui n'a décidément pas peur du cumul des mandats, demandait (*IO* n°727) que le gouvernement français cesse d'appliquer les directives européennes :

« Peut-on poser sérieusement la question du combat contre le « contrat première embauche » sans le lier étroitement à l'exigence de rupture avec l'application par le gouvernement français de toutes ces lignes directrices, de toutes ces décisions de la Commission européenne ? »

Puis *IO* s'adressait en termes à peines voilés à Chirac, « *en haut lieu* », pour... qu'il évite la grève générale :

« A poursuivre dans cette voie, ceux qui nous gouvernent ne laisseraient pas d'autre choix aux travailleurs et à la jeunesse, unis, que la grève, la grève générale, interprofessionnelle, dans l'unité travailleurs-étudiants-lycéens et organisations pour la satisfaction des revendications.

A moins que... le CPE ne soit purement et simplement retiré, maintenant, sans délai.

Qui peut nier que ce serait la solution la plus simple ? Qui peut nier que ce serait là le respect de la démocratie ? Saura-t-on le comprendre en haut lieu ? » (*IO* n°733 du 9 mars 2006, nous soulignons).

Cela n'empêchera pas le même journal de s'en prendre vertement à ceux qui, comme la LCR, s'adresseront ouvertement à Chirac pour qu'il intervienne en ce sens. Quel cynisme !

Mais qui en France affirme en permanence que le gouvernement Chirac-Villepin pourrait changer de politique ? C'est ce que font l'ensemble des bureaucraties syndicales, l'ensemble des appareils contre-révolutionnaires qui dominent le mouvement ouvrier. C'est cette même politique, assaisonnée d'un vocable « souverainiste », que met en pratique le PT.

Dans chaque pays, les « réformes » ne passent qu'avec l'association étroite des directions syndicales

S'il y a un point commun à toutes les contre-réformes menées sur le vieux continent au compte des intérêts capitalistes, c'est qu'aucune ne s'est faite sans que les directions syndicales s'y associent. Ce qu'elles ont fait, naturellement, en prétendant que les dits gouvernements pourraient changer de politique...

Dans tous les pays, on voit l'association sans cesse plus étroite des directions syndicales à l'élaboration et la mise en œuvre des diverses mesures qui frappent la classe ouvrière. Plus encore, ainsi que nous le relevons notamment dans le texte « *Actualité du combat pour le socialisme* », à chaque fois que dans un pays d'Europe, la concertation entre les dirigeants syndicaux et les gouvernements a été interrompue ou enrayée, en relation avec le mouvement des masses, à chaque fois les projets gouvernementaux ont dû être revus à la baisse ou reportés. Et cela sans que l'Union Européenne puisse y faire quoi que ce soit. Ainsi en Italie en 2002 contre la révision de l'article 18. Ainsi en Grande-Bretagne sur la question de la réforme des retraites des fonctionnaires d'Etat. Ainsi, récemment, en France sur la question du CPE.

Une conférence européenne comme celle se tenant à Berlin en février 2006, en présence de responsables syndicaux de différents pays, n'aura pu, se dira naïvement le lecteur, omettre un tel fait majeur pour qui veut briser la spirale des contre-réformes ! Et pourtant si...

Or précisément, l'orientation qui devrait découler de ce constat, c'est de combattre pour la rupture du dialogue social, la rupture de la concertation des directions des syndicats du mouvement ouvrier avec les gouvernements au compte du capital.

Voilà à quoi sert pratiquement la ligne de « défense de la Nation », à opposer à cette exigence de rupture de la concertation avec la bourgeoisie celle de la rupture de ladite bourgeoisie d'avec ses mauvais démons bruxellois.

On comprendra aisément que les bureaucrates syndicaux s'y retrouvent, eux qui n'entendent pas rompre la collaboration de classe qu'ils pratiquent en permanence dans chacun de leur pays.

Mais à dire vrai, l'Entente Internationale ne se contente pas d'ignorer la participation des directions syndicales à tous les mauvais coups contre les masses, le syndicalisme « d'accompagnement » qui sévit partout dans les sommets syndicaux d'Europe.

La conclusion de la conférence de Berlin salue dans les organisations syndicales et de fait les appareils syndicaux : « *les solides organisations indépendantes qu'il nous faut à toute force préserver, car elles ont fait, jusqu'à aujourd'hui, la puissance de la classe ouvrière organisée dans tous nos pays, sur tout notre continent.* ».

Seul bémol : il faudrait « *libérer le mouvement syndical de la tutelle de la CES* », Confédération Européenne des syndicats.

Que l'existence d'organisations syndicales ouvrières doive être préservée contre toute tentative de les détruire, cela ne fait pas de doute. Encore faut-il savoir contre quoi et contre qui les protéger. Rompre avec la CES ? Certes.

Mais c'est un mensonge de dire que la CES aurait mis les organisations syndicales sous « *tutelle* ». D'ailleurs, alors que la CES appelait à voter « oui » au projet de « *constitution européenne* », ni la CGT, ni FO, n'ont appelé à voter « oui ». Drôle de tutelle.

Rappelons au sujet du référendum que les membres du CCI-PT, qui sont nombreux à la direction confédérale Force Ouvrière, y ont voté pour la résolution majoritaire, laquelle n'appelait pas une seule seconde à voter « non » !

Mais défendre les organisations syndicales, c'est précisément lutter contre la politique d'accompagnement des contre-réformes qui aboutissent à vider les syndicats de leur substance, par la participation, les tractations et négociations en tout genre.

Ce qui signifie : lutter contre la bureaucratie syndicale, contre les appareils. Ceux-ci ne sont en rien « indépendants » contrairement à ce que prétend la conférence de Berlin. D'ailleurs ce n'est pas d'aujourd'hui que les trotskystes considèrent :

« Impossible est en effet l'existence de syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires qui non seulement ne sont plus des soutiens de la police impérialiste, mais qui se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne. Dans ce sens, le programme transitoire adopté par le dernier Congrès de la IV^{ème} internationale est non seulement le programme d'activité du parti mais, dans ses lignes essentielles, également le programme de l'activité syndicale. (...)

Il est un fait certain que l'indépendance des syndicats, dans un sens de classe, dans leur rapport avec l'Etat bourgeois, ne peut être assurée, dans les conditions actuelles, que par une direction complètement révolutionnaire qui est la direction de la IV^e Internationale. Cette direction, naturellement, peut et doit être rationnelle et assurer aux syndicats le maximum de démocratie concevable dans les conditions concrètes actuelles. Mais sans la direction politique de la IV^e Internationale, l'indépendance des syndicats est impossible.» (Léon Trotsky, *les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, août 1940)

Il ne reste qu'à ajouter que la charte de fondation du PT prône... l'indépendance des syndicats vis-à-vis des partis politiques.

Alors, de quelle « indépendance » parlent l'EIT, et derrière elle tel un ventriloque, la prétendue IV^e Internationale de Pierre Lambert et Daniel Gluckstein ? Certainement pas de l'indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie. On peut facilement le vérifier.

« l'Entente Internationale » fait l'apologie des organismes de collaboration de classes...

En mars 2005, la conférence convoquée à l'initiative de l'EIT à Madrid s'est tenue sur un thème bien précis : la défense de l'Organisation Internationale du Travail et de ses conventions, à laquelle appelait le rapporteur introductif, l'omniprésent Daniel Gluckstein. Diverses initiatives ont été prises depuis lors par l'EIT sur ce même terrain, notamment, en juin 2006, une nouvelle conférence tenue à Genève pour défendre l'OIT et « l'indépendance des organisations syndicales » dont il vient d'être question.

L'OIT n'est pas une fraîche jouvencelle. C'est une vieille institution de collaboration de classes, à gestion tripartite – gouvernements, patronats, syndicats – créée en 1919 comme succursale « sociale » de la Société des Nations, ancêtre de l'ONU.

La IIIe Internationale de Lénine a vu la création de ce « Bureau International du Travail ». A son deuxième congrès elle le caractérisait :

« Les leaders opportunistes des syndicats qui, pendant la guerre, furent les serviteurs fidèles de la bourgeoisie dans leurs pays respectifs, cherchent maintenant à restaurer l'Internationale syndicale en se faisant une arme du capitalisme universel international, dirigée contre le prolétariat.

Ils créent avec Jouhaux, Gompers, Legien, etc., un « Bureau de Travail » auprès de la « Ligue des Nations », qui n'est autre chose qu'une organisation de brigandage capitaliste international. Ils tâchent d'étouffer dans tous les pays le mouvement gréviste en faisant décréter l'arbitrage obligatoire des représentants de l'Etat capitaliste.» (Thèses sur le mouvement syndical)

En 1922, les *Thèses sur l'unité du front prolétarien* adoptées par le quatrième congrès, proposaient de « dévoiler aux masses l'hypocrisie des dirigeants ouvriers qui préfèrent l'union avec la bourgeoisie à l'unité des travailleurs révolutionnaires » notamment « en restant

dans le Bureau International du Travail auprès de la Société des Nations ».

L'OIT n'a guère changé. Elle est un lieu de prédilection pour les bureaucrates syndicaux en semi retraite (ainsi Marc Blondel, membre adjoint du conseil d'administration et qui y codirige la commission budgétaire), et une instance annexe de l'ONU, cogérée par les gouvernements, les représentants du patronat et ceux des syndicats ouvriers et non ouvriers. Parmi les « objectifs stratégiques » que cette organisation met en avant : « renforcer le tripartisme et le dialogue social »

Alors, reposons la question : de quelle « indépendance » des organisations syndicales se gargarisent donc l'EIT et la « IV^e Internationale », puisqu'à l'évidence ce n'est pas l'indépendance envers la bourgeoisie. Réponse dans le rapport de Daniel Gluckstein introduisant la conférence de Madrid en 2005 : les syndicats devraient être libres « de pouvoir en toute circonstances discuter, négocier, voire contracter » avec « les gouvernements et le patronat ».

Parlons franchement : « libres » ... de trahir, en toute « indépendance » de façade, indépendance qui ne peut exister comme nous l'avons rappelé. Pour qui existerait d'ailleurs la « liberté de négocier », sinon pour les appareils ? Les travailleurs du rang n'en jouissent pas.

Mais en quoi cette prétendue « indépendance », cette « liberté » seraient-elle menacées ? Dans quel pays capitalistes dominant les directions syndicales seraient-elles contraintes de trahir contre leur volonté ? Les dirigeants syndicaux américains de l'automobile qui discutent les plans de fermeture d'usine et même de tarissement de la main d'œuvre syndiquée y ont-ils été contraints, La direction confédérale Force Ouvrière fut-elle contrainte en 2003 de refuser d'appeler à la grève générale tant que la question se posait ? Par qui ?

Ce serait, disent l'EIT et à travers elle la pseudo « IV^e Internationale », la faute à la « mondialisation ».

... et même de l'Etat bourgeois « tel qu'il existe »

Dans son rapport introductif à la conférence de Madrid, Daniel Gluckstein explique en effet :

« Ce qu'on nous présente comme marche à la gouvernance mondiale n'est rien d'autre que la volonté de passer d'un système international fondé sur l'existence d'Etats-nations qui incluent en leur sein les formes de la démocratie politique dont les conquêtes et les organisations, ouvrières, à une mondialisation dans laquelle l'Etat-Nation devient un obstacle (...) [un système] qui tourne le dos à la reconnaissance de classes antagonistes »

Cela serait l'avènement d'une « forme de néo-totalitarisme » car :

« Sous le drapeau de l'altermondialisme on nous propose de déconstruire la démocratie politique telle qu'elle existe et l'Etat-nation tel qu'il existe.

[Et] déconstruire la démocratie politique telle qu'elle existe cela signifie déconstruire les systèmes politiques qui garantissent l'existence de syndicats indépendants dans nos pays, déconstruire les institutions politiques démocratiques aussi frelatées ou amoindries qu'elles soient ».

Il s'agirait donc, en un mot, avec la « nation », de défendre la « démocratie politique » et en fait les « institutions », même « frelatées » ou « amoindries », c'est-à-dire l'Etat bourgeois « tel qu'il existe ».

Vraiment, comment ne pas en être frappés, voici d'étranges révolutionnaires en vérité, qui appellent à défendre l'Etat bourgeois ! Et ils affirment pour cela que l'Etat bourgeois « tel qu'il existe » permet l'indépendance des syndicats, au contraire de la « mondialisation », que l'Etat bourgeois, ce serait la « démocratie ».

«La démocratie pure n'est qu'une phrase mensongère de libéral qui cherche à duper les ouvriers»

Ce n'est certes pas d'aujourd'hui que les dirigeants lambertistes ont développé la « ligne de la démocratie ». Au début des années 80, c'est sous ce vocable qu'ils ont théorisé l'abandon de la ligne du combat contre le capitalisme, pour le socialisme, au profit de formules fumeuses du type « la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu ».

Parler de « démocratie » en général, c'est se moquer du monde. C'est, comme le rappelle la citation de Lénine ci-dessus, une « *duperie* » délibérée, puisqu'en régime capitaliste, sans qu'il s'agisse d'être indifférent à la forme de la domination de classe, les conditions d'exercice de la « démocratie » pour la classe ouvrière n'existent pas et ne peuvent pas exister. Ce n'est pas pour rien que dans son ouvrage sur Lénine, Jean-Jacques Marie a éliminé systématiquement, et délibérément, l'élaboration théorique décisive du dirigeant de la révolution d'octobre sur cette question de la « démocratie pure ».

Certes, certains militants du PCI, et non des moindres, purent se persuader eux-mêmes alors qu'il s'agissait là

d'une manière détournée de poser la question du pouvoir de la majorité de la population, des travailleurs salariés exploités et opprimés, et non pas de ce programme de défense de la démocratie bourgeoise, dont Trotsky expliquait en 1938 (après Munich, nous étions alors dans une Europe peuplée de régimes fascistes ou fascisants !) que « *le programme de la "défense de la démocratie" pour les pays avancés est un programme de réaction.* ».

Ainsi feu Gérard Bloch l'avait-il théorisé dans l'une des innombrables notes de son édition de la biographie de Karl Marx par Franz Mehring. Pour lui, la « démocratie », c'était le mouvement vers le communisme, la destruction de l'Etat bourgeois. Aussitôt, la *Vérité* (ancienne série n°596), le reprenait publiquement pour affirmer que la « démocratie » n'était pas un pseudonyme du socialisme, mais, « *de toutes les formes de l'Etat* » (bourgeois), « *la plus favorable* » selon les lambertistes à la lutte des classes. C'était bel et bien la ligne de la démocratie... bourgeoise.

« Démocratie politique » et « démocratie sociale »

Vingt ans après, les choses se sont bien aggravées. Dans l'appel lancé par la 2^{ème} convention nationale réunie en France en mai 2006 pour la reconquête de la souveraineté nationale, on apprend même que « *en 1945 se mettaient en place les conditions de la démocratie politique* ». Ce à quoi d'ailleurs Pierre Lambert dans une brève intervention a relié ce qu'il appelle la « *démocratie sociale* », à savoir la Sécurité sociale « *que le monde entier nous envie* ».

En 1945 se mettait en place en France une Assemblée constituante – mot d'ordre qui est aujourd'hui celui du PT. Sur quelles bases ? D'abord celle de la préservation de l'empire colonial français, directement et indirectement, par les bombardements de Sétif ou de Damas en mai 1945, puis dans les mois qui suivirent, par les massacres commis en Indochine et à Madagascar.

Ensuite sur la base de l'engagement du Parti Communiste Français à reconstruire l'Etat bourgeois, au nom de l'indépendance nationale, pour éviter, disait le PCF, que la France ne devienne un dominion américain...

On notera d'ailleurs au passage qu'il est plutôt cocasse que, dans les conditions politiques qui présidèrent à cette « démocratie politique » selon le courant lambertiste, il y avait une situation hégémonique de l'impérialisme US au sortir de la seconde guerre mondiale, et l'occupation militaire de l'essentiel de l'Europe par ses armées.

Mais surtout il faut relever, le parallèle entre les positions du PCF d'alors et celles du PT-CCI d'aujourd'hui est frappant. Que l'on se reporte en particulier au programme du CNR, Conseil National de la Résistance. Ce programme prévoyait, outre l'élection de l'Assemblée constituante, « *l'établissement de la démocratie la plus large* », « *une véritable démocratie économique et sociale* », « *le retour à la nation des grands moyens de*

production monopolisés », « *la reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale* ».

« *Démocratie politique et démocratie sociale* », « *syndicalisme indépendant* », « *Assemblée constituante* », le tout au nom de la souveraineté nationale, on voit où Gluckstein va chercher son inspiration. Dans l'élaboration de ce programme, le PCF a joué un rôle décisif, lui qui écrivait en décembre 1944 pour justifier sa participation à la reconstruction de l'Etat bourgeois:

« Bien que le parti communiste soit le parti de la classe ouvrière, sa ligne générale n'est pas de défendre exclusivement les intérêts d'une classe mais ceux de la nation entière. Il n'y a d'ailleurs aucune contradiction entre les vrais intérêts de la classe ouvrière et les vrais intérêts de la nation. »

Il faut le rappeler : pendant la seconde guerre mondiale, loin de partager ce programme, les trotskystes, et notamment en France, défendaient une orientation tournée vers l'expropriation du capital, la destruction de l'Etat bourgeois, ce qui incluait aussi la fraternisation avec les travailleurs allemands envoyés sous l'uniforme en France. Pour cela, ils furent traqués, assassinés, déportés par les nazis, mais aussi pourchassés et parfois assassinés par les staliniens, comme le fut au maquis en 1943 Pietro Tresso, dit Blasco, dirigeant trotskyste et ancien membre de la direction du PC italien.

En 1945, la « *république nouvelle* » refusait de légaliser la *Vérité* car le PCI trotskyste n'était pas membre du CNR. Autre manifestation de la « *démocratie politique* », sans doute...

Décidément, l'orientation imprimée par Gluckstein ressemble à un décalque de celle des staliniens, lesquels avancèrent aussi la ligne de la « démocratie avancée », dont la « ligne de la démocratie » est une resucée.

Qu'on se souvienne aussi du « produisons français » auquel fait écho la campagne du PT axée sur la défense de l'industrie nationale, dont l'exemple de Renault témoigne.

Du temps de l'OCI, organisation révolutionnaire, Stéphane Just écrivait à ce propos dans *Défense du trotskysme II*:

« La politique de la « démocratie avancée » constitue le dernier mot de la lutte contre la théorie de la Révolution Permanente. Cette fois, c'est directement dans les pays capitalistes économiquement développés, que le prolétariat est invité à délaisser les méthodes de la lutte de classe et à utiliser les voies, les moyens de la démocratie bourgeoise, le parlementarisme en vue d'aboutir au... socialisme. »

Et Just dégagait l'essence de cette politique, en des termes qui s'appliquent aujourd'hui à la direction du CCI :

« A l'unité de lutte du prolétariat se substitue une autre conception : l'unité des classes composant la nation contre tout ce qui peut la mettre en cause. La lutte des classes est subordonnée à la préservation, à la défense, et au renforcement de la nation. Au stade du capitalisme puissant, de l'impérialisme, la conception de la « construction du socialisme dans un seul pays » aboutit inéluctablement au « social-impérialisme ».

En réalité, la « théorie » de « la construction du socialisme dans un seul pays », le « socialisme national », exprima l'adaptation de chaque parti social-démocrate à sa bourgeoisie nationale. Les intérêts du prolétariat sont finalement subordonnés à ceux du capital dont l'Etat national est le cadre. »

« La préservation, à la défense, et le renforcement de la nation »... ce sont là presque mot pour mot, les raisons invoquées par le Parti des Travailleurs d'Algérie et sa porte-parole Luiza Hanoune pour voter « oui » au référendum-plébiscite organisé par Bouteflika le 29 septembre 2005... « oui » salué aussi par toute la « communauté internationale » jusqu'à... l'ambassade des Etats-Unis à Alger. Les voies de la « défense de la nation » sont décidément impénétrables.

Bien du chemin a été fait par la « IV^e Internationale » de Lambert-Gluckstein depuis vingt ans dans la voie du « social-impérialisme ». Aujourd'hui, non contents de défendre la démocratie bourgeoise, ils défendent, on l'a vu, l'Etat bourgeois lui-même « tel qu'il existe », sans trop s'encombrer de « démocratie », ils défendent la « nation », contre la « mondialisation » qui la détruirait, et enfin, surtout, cette « indépendance » des bureaucrates syndicaux auxquels ce chant des sirènes de la capitulation est directement adressé.

**Sur quelle orientation des initiatives sont-elles nécessaires :
celle du front unique des organisations ouvrières avec les gouvernements au service du capital,
de la rupture de la « concertation », du « dialogue social ».**

Au contraire, ce qui est nécessaire, c'est de mettre au cœur d'une orientation visant à défendre les intérêts de la classe ouvrière et des couches opprimées de la population le combat pour la rupture des concertations, et autres forme d'association des directions syndicales, des partis issus du mouvement ouvrier, aux politiques réactionnaires, notamment en Europe et dans les Amériques.

Nous avons déjà indiqué plus haut avec force exemples – et le texte adopté par notre dernière conférence nationale en donne d'autres – qu'aucune contre-réforme en Europe ne passe sans que les directions syndicales y soient étroitement associées. Mais cela vaut aussi pour l'Amérique latine, par exemple le Brésil, où la direction de la CUT joue aux côtés du PT un rôle décisif en défense du gouvernement de coalition avec la bourgeoisie formé par Lula. Et cela sans que n'existe ne serait-ce que l'ombre du fantôme d'une baïonnette « mondialisatrice » pointant dans le dos des apparatchiks syndicaux.

Il faut encore préciser, comme on l'a vu récemment en France, en Grande-Bretagne, en Italie, au Pays-Bas : quand l'unité des organisations du mouvement ouvrier est réalisée, la voie est ouverte à des mobilisations massives des travailleurs et de la jeunesse.

Alors, des regroupements pourraient s'opérer à partir et sur des revendications de défense de la classe ouvrière: ainsi le combat contre les licenciements, les privatisations, celui en défense des conventions collectives, des statuts,

ou encore, en particulier dans la jeunesse, contre le travail précaire ou les lois racistes pourrait donner lieu à des regroupements temporaires, situés clairement contre les conséquences du maintien du mode de production capitaliste.

De même des regroupements de militants ouvriers contre les guerres impérialistes, du type de l'Uslaw aux Etats-Unis, sont-ils possibles. Encore faudrait-il, pour être efficaces, qu'ils posent ouvertement la question de la rupture des organisations du mouvement ouvrier avec les politiques menées au compte du capital, qu'ils soient axés sur l'orientation d'imposer le front unique des organisations ouvrières, partis et syndicats, contre les gouvernements qui, au compte des grands groupes capitalistes, mènent les politiques de régression tout azimut que les masses subissent. Faute de quoi ce ne seraient, au mieux, que des couteaux sans lame.

Bien entendu, il n'y a pas en la matière comme en aucune autre de recettes toutes prêtes, qu'il n'y aurait plus qu'à appliquer ; une politique juste est celle qui permet aux militants révolutionnaires de gagner l'attention de leurs camarades de travail et de lutte en répondant avec précision à leurs préoccupations les plus urgentes, en leur proposant le cas échéant les perspectives d'action sérieuses sur lesquelles s'organiser, et d'avancer donc des mots d'ordre qui sont en même temps comme une ouverture sur toute la perspective politique du socialisme.

Cette perspective du socialisme, les conférences tenues à Madrid, Berlin ou Paris n'en soufflent pas plus mot qu'elles ne remettent en cause l'association permanente des directions syndicales à la liquidation systématique et progressive de toutes les conquêtes ouvrières.

Bref il s'agit d'agir selon les circonstances sur l'orientation proposée par le texte *Actualité du combat pour le socialisme* adopté par notre dernière conférence nationale en 2005 :

« Aujourd'hui, c'est à partir de la défense des conditions élémentaires d'existence que s'engagent sur la planète les mouvements de la classe ouvrière : contre les ravages de la crise économique (vie chère, chômage), en défense de ses acquis historiques (retraites, assurances sociales, etc.) ou des libertés démocratiques. C'est sur ces mêmes questions que se nouent et se dénouent les conflits entre les masses et les vieilles organisations. Enfin, avec d'importantes différences selon les pays, les vieilles organisations issues du mouvement ouvrier, dans certain cas les organisations nationalistes petites-bourgeoises, jouent un rôle déterminant pour faire passer les politiques dont les capitalistes ont besoin.

Trotsky disait dans une discussion sur le programme de transition (mars 1938) que ce dernier reposait sur l'idée suivante : « la bourgeoisie trouvera peut-être une position de repli politique – ce n'est pas exclu – et nous serons alors obligés de battre en retraite. Mais dans la

situation politique actuelle, c'est vers une stratégie offensive, non vers la retraite, que nous devons nous orienter ».

La période de recul que nous vivons donne une importance toute particulière aux revendications défensives, qui prises dans leur pleine dimension, dans leur perspective révolutionnaire, remettent directement en cause le capitalisme.

Il s'agit d'élaborer une politique visant, en partant de celles-ci, de permettre que la volonté des travailleurs de résister submerge la résistance des vieux appareils, qu'elle les brise, et avec eux brise la chaîne ininterrompue de coups qui s'abat sur la classe ouvrière.

Il s'agit plus que jamais d'utiliser le rapport existant entre les masses et leurs vieilles organisations, aussi distendus soient-ils, et militer pour que les masses aillent dicter leur volonté aux vieilles directions.

C'est dans ce mouvement, découlant des conditions actuelles de la lutte des classes, fruit de la volonté de résister à l'offensive impérialiste, que se dégageront les combattants, les matériaux de la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, sous des formes imprévisibles à cette étape. »

Bien entendu, cette orientation découle, sans mécanisme, d'une appréciation très précise de la situation politique à l'échelle mondiale sur laquelle il faut maintenant revenir.

*

*

*

« Dans quel monde vivons-nous ? » : de l'impérialisme selon Lénine...

Cette question, sous cette forme interrogative, c'est l'ouvrage de Daniel Gluckstein, qui sert de référence à sa « IV^e Internationale », qui la pose. Il y a de quoi.

D'un côté en effet, le porte parole du CCI, du PT, de l'EIT, de la IV^e Internationale affirme que nous sommes toujours dans la phase spécifique de l'impérialisme, ouverte au début du 20^{ème} siècle avec l'achèvement de la conquête du monde par les plus grandes puissances capitalistes et la domination du capital financier, issu de la fusion du capital industriel et du capital bancaire, sur l'ensemble de l'économie et de la société.

Et dans le même temps Gluckstein affirme que nous connaissons un nouveau développement de l'impérialisme, « l'impérialisme sénile ». Au menu, « désindustrialisation, effondrement et déclin des forces productives » (p.283), ou encore (p.142), une « tendance », nous informe sans rire D.Gluckstein « qui, si elle se prolongeait déboucherait sur un véritable processus de désaccumulation productive caractéristique de cette fin de XX^e siècle ». Vous avez bien lu : une « tendance » mise au conditionnel et qui serait à la fois « caractéristique » de cette fin de siècle : c'est le principe de l'omelette de poussins. Ainsi 'pense' le secrétaire général de la « IV^e Internationale »...

Ajoutons que selon lui, le marché mondial serait « disloqué » (p.110, 71, par exemple), donc fragmenté si l'on comprend bien, et que l'économie mondiale elle-même frappée d'une « crise d'effondrement ».

Nous connaissons, à en croire ces traits, une crise économique pire que celle qui a suivi le krach boursier de 1929 (laquelle avait vu la production industrielle, notamment, connaître un véritable effondrement).

« Dans quel monde vivons-nous ? » On doit redonner ici les caractéristiques de l'impérialisme selon Lénine – et l'on peut constater que leur actualité demeure :

« Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant.

C'est avec un relief sans cesse accru que se manifeste l'une des tendances de l'impérialisme : la création d'un "Etat-rentier", d'un Etat-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux et de la "tonte des coupons".

Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme; non, telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à

l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une tantôt l'autre de ces tendances. Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant, mais ce développement devient généralement plus inégal, l'inégalité de développement se manifestant en particulier par la putréfaction des pays les plus riches en capital (Angleterre).

L'impérialisme, c'est, dit Lénine, « *le capitalisme pourrissant* » - ce qui n'exclut pas la croissance économique, « même rapide ».

Or Gluckstein, lui, a inventé « *l'impérialisme sénile* » dont il écrit volontiers qu'il est « *pourrissant* » et « *décomposé* ». Ce n'est pas un pléonasme : il s'agit ainsi de revenir de manière camouflée sur l'analyse de Lénine.

... « l'impérialisme sénile » selon le CCI-PT : « l'analyse de Lénine mérite d'être reconsidérée »

L'une des caractéristiques de l'impérialisme selon Lénine, et non la moindre puisque c'est elle qui explique le passage de la social-démocratie (et avec elle des bureaucrates syndicaux) du côté de l'ordre bourgeois, c'est l'existence d'une aristocratie ouvrière, grâce aux surprofits générés par l'exploitation des peuples coloniaux ou semi coloniaux et de leurs ressources naturelles, grâce à la position dominante acquise par les monopoles :

« Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres. Et l'antagonisme accru des nations impérialistes aux prises pour le partage du monde renforce cette tendance. Ainsi se crée la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme » (Lénine)

Or, pour Gluckstein, l'existence de « l'impérialisme sénile » entraînerait qu'il n'y aurait plus « d'aristocratie ouvrière ». « L'analyse de Lénine mérite d'être reconsidérée » écrit Gluckstein p.338, avant d'expliquer carrément que la situation de la classe ouvrière britannique serait pire aujourd'hui que ce qu'elle était en ... 1858, date d'une lettre de Marx sur l'embourgeoisement du prolétariat anglais que cite Lénine. En 1858, l'espérance de vie d'un ouvrier anglais flirtait péniblement avec les quarante ans... Pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Gluckstein poursuivant sa comparaison stupéfiante

énumère même comme étant frappés par la « *paupérisation généralisée* » : « *les cadres, les ingénieurs, les techniciens, médecins* ».

Ces billevesées, seul peut les prendre au sérieux quelqu'un qui est étranger au cœur de la classe ouvrière, qui a subi l'essentiel des coups depuis des décennies, quelqu'un qui fait partie de ces couches dont la situation reste encore vivable, et en particulier de la couche bien précise des appareils syndicaux...

Pourquoi gommer l'existence de couches sociales auxquelles le mode de production capitaliste pourrissant permet néanmoins de vivre sans être immédiatement poussés par leurs conditions d'existence dans la voie de la révolution sociale ? C'est que si « l'aristocratie ouvrière » chez Lénine est la base sociale de la trahison des sociaux démocrates et des dirigeants syndicaux, alors sa disparition ferait que somme toute, ils n'auraient plus de base matérielle pour trahir, et qu'ils flotteraient en quelque sorte entre « indépendance » et destruction (« *intégration* ») par les instances « *supranationales* ».

C'est précisément ces bureaucrates-là que fréquentent assidûment Gluckstein et ses camarades du CCI-PT lors des conférences internationales visant à défendre l'OIT, le « dialogue social », ou de toutes ces initiatives d'une manière générale faisant totalement l'impasse sur la collaboration des directions syndicales avec les gouvernements capitalistes. Il est certain que si cette collaboration était mise en cause, une grande partie de l'assistance ne serait même pas là.

Impérialisme et monétarisme

S'étonnera-t-on dès lors que sur le plan économique, le PT emboîte le pas aux bureaucrates syndicaux ? Dégainant une nouvelle fois son « impérialisme sénile », Gluckstein affirme dans son livre qu'il est caractérisé par « *la dictature des taux d'intérêts* ».

Selon lui (pp 197-198) :

« L'augmentation des taux d'intérêts va être cette arme pour créer l'armée de chômeurs dont a besoin l'impérialisme ; sélectionner les investissements les plus rentables ; détruire par milliers les petites entreprises et les artisans (...) détruire tout ce qui est jugé improductif : les services publics (...) Voilà pourquoi depuis le début des années 80 la politique économique se confond avec la politique monétaire, l'une et l'autre fondées sur la destruction en masse des forces productives. »

Contre ce monétarisme, qu'il identifie à « l'impérialisme sénile », *Lutte des classes et mondialisation* affiche sa préférence pour l'inflation, la « *planche à billets* ».

Pour tenter de 'démontrer' que ce sont les hauts taux d'intérêts qui sont la cause des attaques anti ouvrières, Gluckstein est forcément obligé de triquer toute l'histoire économique.

Il affirme ainsi notamment que « *les sommets* » de l'inflation auraient été atteints en 1971, et que la décision de l'impérialisme US du 15 août 1971 de briser la convertibilité en or du dollar correspondrait à la fin du recours à l'inflation (pp189-190 de son livre). Or c'est à la fin, et non au début, des années 70 que l'inflation a atteint de tels sommets que l'impérialisme US a dû changer radicalement sa politique monétaire face à la menace de l'effondrement du dollar et de la dislocation des échanges internationaux.

Pourquoi ce trucage grossier ? Parce que les années 70 ont été celles de l'envol du chômage dans tous les pays capitalistes dominants, des premiers plans de « restructuration » (mines, sidérurgie, ...). Et ce alors que l'inflation galopait, ce qui ruine toute l'argumentation de Gluckstein sur son rôle prétendument positif.

Aggravant son cas, ce dernier prétend même qu'en France, dans la décennie des années 80 qui suivit l'augmentation des taux d'intérêts : « *consommation et production s'effondrent* » (p.216). Or, la production industrielle française a crû de 14% entre 1982 et 1992...

Mais surtout, l'actualité économique s'est chargée de ruiner cette corrélation établie par Gluckstein entre « impérialisme sénile » et « hauts taux d'intérêts ». Au Japon, d'abord, puis surtout aux Etats-Unis après 2001, les taux d'intérêts réels sont devenus négatifs. Les déficits publics dans ces deux pays ont été portés bien au-delà des

limites considérées d'ordinaire par les bourgeois comme tolérables. Et les attaques contre les masses n'ont pas cessé avec la baisse des taux, bien au contraire.

Et pourtant, le PT qui ne manque pas une occasion de dénoncer le « *carcan* » de Maastricht (drôle de « *carcan* » que ni la France, ni l'Allemagne, ni l'Italie ne respectent), n'a pas salué ce qu'il aurait pourtant dû considérer comme une rémission manifeste de « l'impérialisme sénile » et sa « *dictature des taux d'intérêts* ».

Inutile d'aller plus loin. Pour qui veut prendre la peine de lire, ce qui précède établit irréfutablement le caractère charlatanesque des théorisations de la « IV^e Internationale » qui reposent sur la négation des faits, au compte d'une politique finalement bien connue, politique capitaliste alternative que prônent en permanence les responsables confédéraux de Force Ouvrière : la « *relance par la consommation* ».

L'impérialisme et le combat pour les conquêtes ouvrières

Il est certes évident que le capitalisme, entré dans sa phase impérialiste, n'est pas resté égal à lui-même au cours du siècle passé, tant s'en faut.

Des montées révolutionnaires successives se sont produites, avec des caractéristiques différentes, depuis celle de la fin de la première guerre mondiale qui a abouti, grâce au parti bolchevique, à la révolution d'octobre, laquelle est devenue un sommet politique vers lequel se tournaient les regards des prolétaires du monde entier. Les mouvements vers la révolution sociale, la révolution politique, ont jalonné le 20^{ème} siècle, et plus encore, ont engendré les acquis essentiels sur lesquels s'appuient encore en partie aujourd'hui les travailleurs de tous les pays pour résister à l'offensive du capital.

C'est là d'ailleurs une question essentielle pour comprendre la situation d'aujourd'hui: l'essentiel des acquis ouvriers, dans les pays dominants comme dans les pays semi-coloniaux, sont le sous-produit des vagues révolutionnaires des années 20, des années 30, de l'immédiat après guerre et des combats anti-impérialistes des années 50, de la vague révolutionnaire des années 70 qui a fracassé en Europe par exemple la dictature au Portugal ou qui vit la défaite de l'impérialisme US au Vietnam. Et toutes ces périodes de l'histoire de la révolution prolétarienne, sans jamais être univoques, se sont développées dans une situation marquée fondamentalement par l'existence de l'URSS en tant que produit de la révolution d'octobre.

Comme le développe davantage le texte *Actualité du combat pour le socialisme*, l'essentiel des conquêtes ouvrières s'est inscrit dans le cycle politique ouvert par la révolution d'octobre, l'appropriation du capital en URSS.

Piétinant une nouvelle fois l'élémentaire vérité historique, D.Gluckstein, et avec lui la pléthore des organisations qu'il dirige, affirment qu'au contraire les conquêtes ouvrières seraient liées pour l'essentiel à la phase ascendante du capitalisme, donc seraient intervenues au 19^e siècle. Falsification qui a pour but de créer une fausse association entre les conquêtes sociales et politiques du prolétariat et la constitution des nations.

Il ne faut ainsi pas avoir froid aux yeux pour écrire (p.158) comme Gluckstein que : « *l'école, système de santé, protection sociale, etc. se sont largement constituées dans le mouvement dialectique qui caractérise le « rapport social d'exploitation » dans sa phase ascendante* », car, explique doctement Gluckstein : « *la classe capitaliste, dans sa phase ascendante, requiert une main d'œuvre disposant d'instruction et de qualification* ».

Si l'on entend toujours par « phase ascendante » du capitalisme les 18^{ème} et 19^{ème} siècles, alors il faut le dire : l'offensive capitaliste actuelle a précisément pour objectif de ramener le prolétariat, la jeunesse et les peuples dominés à la situation qui était la leur au 19^{ème} siècle, dépourvus de droits, d'organisations, soumis presque sans limite à l'exploitation.

Au contraire, c'est au cours du 20^{ème} siècle que le niveau d'instruction, de protection sociale se sont élevés, qu'est intervenue l'indépendance nationale des colonies, etc., en l'imposant aux puissances impérialistes.

Les conquêtes ouvrières sont le produit des combats des masses, et, pour l'essentiel, elles se sont inscrites dans le cycle historique ouvert par la révolution d'octobre. Or, la phase d'agonie du stalinisme ouverte par l'irruption des masses à l'Est de l'Europe, en URSS en 1989-1991 s'est finalement achevée par la restauration du capitalisme.

A propos de la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS

« *Dans quel monde vivent-ils* » ? Sur cette question décisive de la nature sociale des Etats issus de l'ex-URSS, la « IV^e Internationale » bat ses propres records en matière

d'équivoque. Dans *La Vérité* n°48, « *revue théorique de la IV^e Internationale* », de février 2006, sa commission ex-URSS s'efforce de répondre à un texte du « Parti Ouvrier

Révolutionnaire de Perm » (Russie), lequel leur explique simplement et à juste titre que le capitalisme a été restauré dans l'ex-URSS.

C'est cette fois Jean-Jacques Marie qui fait une réponse stupéfiante, se dispensant d'analyser la situation objective en Russie, au profit d'une 'démonstration' qui laisse pantois : la restauration du capitalisme serait tout bonnement impossible et donc elle n'a pas pu avoir lieu. Pourquoi ? Parce qu'elle heurterait l'ensemble des théorisations de Gluckstein et de la « IV^e Internationale », en tout cas à ce jour, en attendant peut-être une parade...

Un simple syllogisme tient donc lieu d'argumentaire. Il ne saurait, explique Marie, y avoir de bourgeoisie nationale russe car les nations (sic!) se sont constituées à l'époque ascendante du capitalisme et que en conséquence : *« l'émergence d'une bourgeoisie nationale se heurte enfin à la dislocation des nations engendrée par la décomposition du capitalisme ».*

Le capitalisme a-t-il été restauré ou non ? Pas de réponse, sinon la redite de celle avancée quelques mois plus tôt dans les 'notes éditoriales' de D.Gluckstein (*La Vérité* n°41) : *« des segments subsistent encore aujourd'hui dans les rapports sociaux, dans les institutions héritées d'octobre 1917 qui subsistent encore partiellement ».*

La nature de l'Etat est-elle aussi « segmentaire » ? Ou est-ce la pensée des dirigeants de la « IV^e Internationale » ? La restauration capitaliste n'a pas et ne pouvait pas déboucher en Russie sur autre chose que l'effondrement de la propriété d'Etat (que les lambertistes appellent systématiquement « propriété sociale », pour complaire à leurs amis anarcho-syndicalistes qui s'étranglent à l'évocation de l'Etat), avec sa cohorte de drames. Mais sur les ruines de l'URSS, autour du régime bonapartiste de Poutine, la néo-bourgeoisie russe s'organise, en s'assurant notamment le contrôle de ses matières premières.

Les quelques arbres encore debout ne devraient pourtant pas masquer la disparition de la forêt. Mais on peut comprendre l'embarras de Gluckstein si l'on sait que dans son ouvrage il affirmait que le sort de l'ex-URSS constituait le meilleur argument... en faveur du socialisme.

Au contraire, l'effondrement de l'URSS, non pas au profit de la révolution politique engagée à nouveau en 1989, mais au profit du capitalisme, a constitué un facteur réactionnaire de premier ordre à l'échelle internationale (et si demain Cuba devait réintégrer l'orbite capitaliste, ce serait un coup pour toutes les masses d'Amérique latine).

Une période de réaction s'est ouverte

La restauration du capitalisme dans l'ex-URSS, sur laquelle se refusent même à se prononcer les grands dirigeants de ce qui se veut la IV^e Internationale, a clos à l'avantage du capitalisme le cycle historique ouvert par la révolution d'octobre.

Dans un article paru dans le numéro de juin 2006 de CPS, nous avons essayé de résumer le caractère de la période ouverte par la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS.

« 1) Le cycle historique ouvert par la révolution d'octobre s'est achevé par la restauration du capitalisme. Une période de réaction s'est ouverte, dans laquelle l'ensemble des acquis de la lutte de classe et avec eux des acquis essentiels de la civilisation humaine, sont menacés d'être balayés. C'est in fine ce que les idéologues du capitalisme, mais bien évidemment relayés par les appareils des organisations ouvrières, désignent sous le nom de « mondialisation » ou « globalisation », cherchant à le maquiller sous l'apparence d'un phénomène économique inéluctable.

2) Elle est marquée par la décomposition du mouvement ouvrier, la prise en charge plus affirmée que jamais par les vieilles directions du mouvement ouvrier des exigences du capital, sans qu'en parallèle la recomposition du mouvement ouvrier se soit engagée, d'autant que la continuité de la Quatrième Internationale a été rompue

3) La puissance sociale du prolétariat, notamment dans les métropoles impérialistes demeure une donnée fondamentale malgré le recul politique et économique qu'il subit, et elle se manifeste en relation avec les développements de la crise du mode de production

capitaliste. Des résistances à l'offensive capitaliste s'expriment et s'exprimeront. Mais pour l'instant nulle part le prolétariat n'a pu s'affranchir des limites politiques qui pèsent sur lui à l'échelle mondiale en conséquence de la fermeture du cycle ouvert par la révolution d'octobre, en particulier aller au-delà du cadre de la démocratie bourgeoise, poser subjectivement la question du pouvoir, de la propriété privée des moyens de production et d'échange, ce qui était le cas dans le passé, même en l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire.

4) Dans le même temps, nulle part la bourgeoisie n'a les moyens d'écraser le prolétariat, et ce n'est qu'avec le concours des directions syndicales et politiques issues du mouvement ouvrier que ses coups sont portés le plus efficacement. Il n'y a pas pour autant symétrie avec la situation du prolétariat, rejeté sur la défensive et qui encaisse de durs coups. Mais ni la bourgeoisie, ni le prolétariat, ne peuvent remporter de victoires décisives, impuissance réciproque qui donne à la lutte des classes aujourd'hui un caractère instable.

Non seulement la bourgeoisie n'a les ressources historiques, politiques, économiques, pour polariser autour d'elle les couches intermédiaires de la société, et instaurer ainsi un ordre stable, mais encore l'ensemble du système capitaliste reste sous la menace d'une crise dévastatrice, le capitalisme roule vers l'abîme et menace d'y entraîner l'humanité toute entière.

5) Le mouvement même du prolétariat, dans lequel la jeunesse occupera une place importante, l'amènera inéluctablement à puiser en lui les ressources pour mettre un terme à cette période de recul, chercher à se

doter des moyens politiques adéquats pour ce faire, de nouveaux partis, et ainsi bouleverser à nouveau les conditions du combat pour en finir avec l'exploitation et l'oppression capitalistes.

C'est cette perspective sur laquelle nous sommes axés et que notre politique doit s'efforcer de nourrir, selon la méthode qui présida à l'élaboration du programme de transition de la Quatrième Internationale : « Trouver le

pont entre la réaction et la révolution – c'est notre tâche. C'est l'apport de tout notre programme de revendications de transition » (Trotsky, 1939, Œuvres tome 21 p.335).

Bien entendu, cette caractérisation n'épuise pas l'ensemble des aspects, notamment en ce qui concerne les rapports entre les puissances impérialistes.

L'impérialisme US, seule puissance mondiale, est prédominant mais pas hégémonique

Sur cette question aussi, la « IV^e Internationale » de D.Gluckstein s'y entend pour raconter des histoires.

La conférence de l'EIT à Berlin du début 2006 affirme ainsi tout de go : « *la mondialisation : c'est la domination de l'impérialisme américain sur le monde* ». Sans le dire ouvertement, Gluckstein et ses acolytes considèrent que toutes les autres bourgeoisies son réduites au rang de bourgeoisies dominées – « *la bourgeoisie des Etats-Unis reste celle- et sans doute la seule – qui conserve suffisamment de poids social et économique, de pouvoir politique et militaire, pour pouvoir agir comme classe* » (*Lutte des classes...* p.238).

Il en découlerait, selon les lambertistes, que l'Union Européenne, ou encore le Mercosul, ne seraient que des instruments de l'impérialisme américain, l'Union Européenne en particulier étant un « *sous-dominion* » de l'Amérique (domination à laquelle échapperaient donc, faut-il croire, la Suisse ou la Norvège, qui ne sont pas dans l'UE ?). Il s'agit, on s'en doute, d'une tentative de justification de cette espèce de « front uni anti impérialisme US » que propose notamment en France le PT à sa propre bourgeoisie, pourvu que cette dernière se situe sur le terrain de la « souveraineté nationale ». Mais là encore, la réalité a peu à voir avec ces élucubrations.

Avec la disparition de l'URSS, l'impérialisme américain est devenu la seule puissance mondiale au sens où il est en mesure d'intervenir sur tous les continents. Il se retrouve militairement dans une situation hégémonique. Mais politiquement, il n'est pas dans ce rapport d'hégémonie vis-à-vis des autres puissances impérialistes, rapport qu'il a connu au sortir de la seconde guerre mondiale, lorsque les Etats-Unis non seulement occupaient militairement l'Europe ou le Japon, mais encore concentraient la moitié de la production industrielle et agricole mondiales, détenaient les trois quart des stocks d'or et prêtaient leurs capitaux au monde entier (plan Marshall).

Cette position hégémonique de l'impérialisme US a permis au sortir de la guerre de reconstituer le marché mondial unifié disloqué par la grande crise et la guerre, un marché mondial ordonné autour des Etat-Unis, qui n'a pas encore craqué jusqu'ici en dépit des tensions qui le tiraillent. C'est ce qu'exprime par exemple la position dominante acquise par le dollar avec les accords de Bretton-Woods. Gluckstein, s'autorisant à écrire n'importe quoi, ce qui en dit long sur l'absence de tout contradicteur dans les rangs de ses différentes organisations, prétend que ce serait en 1971 que le dollar aurait acquis sa place: « *par*

sa décision historique du 15 août 1971 visant à faire du dollar l'étalon monétaire mondial » (p.216) .

Or précisément la décision de 1971, la fin de la convertibilité du dollar en or, et non pas sa place de monnaie de référence qui date, répétons-le de 1944, marque le fait que les Etats-Unis enregistraient qu'ils avaient perdu leur place hégémonique et qu'ils entendaient lutter pour la reconquérir sans avoir 'une main attachée dans le dos' (Nixon). Quatre ans après, c'était leur défaite historique au Vietnam.

Si aujourd'hui, débarrassés de l'URSS, les bourgeois américains ont entrepris, et notamment depuis 2001, de chercher à recouvrer cette position hégémonique, on en est encore loin. Selon le classement annuel du magazine Fortune publié en juillet 2006, sur les 500 plus grandes entreprises mondiales, 34% sont américaines, 14% japonaises, 7,5% britanniques et autant françaises, 7% sont allemandes (mais 14% des cent plus grosses entreprises mondiales sont allemandes), 4% chinoises, etc.

Qui plus est, en devenant le cœur de l'économie mondiale, l'impérialisme US en a intégré l'ensemble des contradictions. Cela s'est traduit par un endettement et des déficits croissants et de plus en plus vertigineux, qui menacent périodiquement l'ensemble de l'économie mondiale dès que son rythme de croissance ralentit de trop. L'ensemble des concurrents de l'impérialisme US doivent financer ces déficits car ils n'ont absolument aucun intérêt à l'effondrement de la puissance impérialiste dominante. Et pourtant au bout du compte cet effondrement économique est inéluctable. L'impérialisme US ne maîtrise pas l'économie mondiale les tendances de fond du capitalisme qui se heurte depuis plus d'un siècle à ses propres limites, et ne les repousse qu'aux moyens de destructions massives, de l'économie d'armement, et d'un recours toujours élargi au système du crédit, qui a donné une telle impulsion aux marchés financiers.

Enfin, si l'impérialisme US était hégémonique, comment expliquer par exemple l'opposition manifestée par les impérialismes allemands et français lors de la guerre contre l'Irak ? Bien entendu, cette opposition s'est située sur un terrain étranger aux intérêts de la classe ouvrière. Mais elle a existé. Et ce n'est pas la dernière fois que d'autres puissances impérialistes que les Etats-Unis jouent leur propre partition pour leur propre compte, même si elles ne peuvent que tenir compte de l'extraordinaire puissance militaire américaine. A l'inverse, l'impérialisme US a besoin de l'engagement à ses côtés des autres

puissances impérialistes, comme tout son dispositif au Liban y a poussé l'impérialisme français, lequel s'est engagé, non sans hésitation, pour préserver ses propres intérêts. Mais comment comprendre la situation si l'on se figure que les impérialismes de second rang agiraient ainsi que de simples valets des Etat-Unis ? Et répétons-le : en France c'est d'abord le retrait immédiat et inconditionnel des troupes françaises du Liban pour lequel il s'agit de combattre. « *L'ennemi principal est dans notre propre pays* » (K.Liebkecht).

Les rivalités inter-impérialistes demeurent et s'expriment, quand bien même l'un d'entre eux est, de loin, le plus puissant, et s'est renforcé ces dernières années. Les bourgeoisies britannique, allemande, française ou italienne, puissance ne sont pas devenues des bourgeoisies compradore c'est-à-dire vivant de la rétrocession de l'exploitation de leur propre main d'œuvre, comme c'est le cas en Afrique subsaharienne, ou même semi-compradore comme celles d'Amérique Latine.

Le combat réel contre l'Union Européenne, et le Mercosur c'est le combat pour porter au pouvoir dans chaque pays des gouvernements rompant avec les exigences des capitalistes et leurs représentants

Les rapports interimpérialistes réels interdisent tout simplement de considérer les organismes de coopérations contre les prolétariats que sont l'Union Européenne, ou sur un autre plan le Mercosur, comme des « *instruments entièrement au service des groupes américains* » ainsi que l'affirme la conférence de Berlin. Cette caractérisation ne sert, on l'a vu, qu'à dédouaner les gouvernements nationaux de l'Union Européenne d'une politique réactionnaire qu'ils mènent tout à fait délibérément, sans avoir nul besoin que l'impérialisme US ne la leur dicte.

Qu'est-ce que l'Union Européenne ? Une instance de collaboration entre les principales bourgeoisies d'Europe, une tentative de repousser les limites imposées par les frontières nationales, instance dont presque la moitié du budget est consacrée à la politique agricole, qui n'a ni armée, ni police. Qui dirige l'Union Européenne ? Les gouvernements nationaux qui désignent les membres des instances chargées de définir les règles communes de la concurrence que se livrent sur le sol européen les grands groupes capitalistes dont les gouvernements au pouvoir sont les mandataires. Au premier rang d'entre eux : l'impérialisme allemand.

Et l'offensive anti-ouvrière serait « imposée à coup de directives à tous les gouvernements d'Europe », comme s'ils en étaient les victimes, selon la conférence de Berlin de l'EIT (et chaque semaine *Informations Ouvrières*) ?

Mais le retrait du C.P.E. en France vient de prouver de manière irréfutable qu'il n'en est rien : les « lignes directrices » et autres directives européennes n'ont pas bougé d'un iota, et pourtant, le C.P.E. a été retiré.

Inversement, malgré les assertions de Gluckstein selon lesquelles le « non » au référendum du 29 mai serait un « *coup d'arrêt* » aux attaques contre les masses, (cf. *IO* du 7 avril 2005, n°686), l'échec de la constitution européenne n'a pas arrêté la destruction des acquis.

C'est dans chaque pays que se fait la politique dont ont besoin, mais aussi que sont capables de mettre en oeuvre, les gouvernements nationaux qui agissent au compte du capital financier selon les rapports politiques. Retrouve-t-on dans les directives européennes les politiques menées dans chaque pays ? C'est le contraire qui serait stupéfiant, puisque ce sont les patrons de chaque pays qui, au sein de l'UE, s'épaulent et se poussent mutuellement à détruire les acquis ouvriers. Leur organe commun, la commission, ne peut pas inciter au contraire de ce qu'ils souhaitent.

Quant au Mercosur, sa signification est bien évidemment différente puisqu'il n'y a pas en Amérique latine de puissances impérialistes comme en Europe. Néanmoins, même si les différentes bourgeoisies d'Amérique latine sont par conséquent autrement plus soumises à la pression américaine que celles d'Europe, il est difficile de ne pas constater, ces dernières années, que ces mêmes classes dirigeantes tentent de desserrer cette pression. Elles sont en effet confrontées à la fois à une situation économique marquée par les crises financières successives du Brésil et de l'Argentine, mais plus encore à un mouvement des masses tenace et puissant.

Ainsi le « sommet des Amériques » de novembre 2005 à Mar del Plata a-t-il vu les pays membres du Mercosur s'opposer publiquement à Bush Junior sur la mise en place de la « Zone de libre-échange des Amériques » promue depuis plus de dix ans par l'impérialisme US pour accroître sa domination sur le sous-continent. Ce qui aura prouvé une nouvelle fois qu'on ne peut encamisoler la vie dans des schémas simplets et rigides.

Il faut enfin préciser que, tout comme en Europe on ne peut mener une politique favorable aux masses sans rompre avec l'Union Européenne et ses traités, on ne peut envisager en Amérique Latine de s'émanciper de l'impérialisme et mener une politique révolutionnaire sans rompre le cadre des accords de libre échange type Mercosur. Mais pas plus dans un cas que dans l'autre cela ne peut faire dévier d'un pouce de l'axe stratégique défini par la IV^e Internationale de Léon Trotsky comme déjà auparavant le *manifeste du parti communiste* : avant tout, que les masses exploitées conquièrent le pouvoir dans leur propre pays, pour en finir avec la dictature du capital.

A l'inverse, placer comme préalable au combat sur l'axe du gouvernement ouvrier et paysan, pour des gouvernements rompant avec les exigences du capital et ses représentants, menant une politique basée sur la satisfaction des revendications et aspirations des masses, la rupture avec l'UE ou le Mercosur, c'est réintroduire la théorie stalinienne de la « révolution par étapes », une étape « nationale et démocratique » devant précéder l'étape (reportée en fait aux calendes grecques) du combat pour le socialisme. C'est tout simplement la négation de ce qu'est le trotskysme, c'est, sous le nom de la IV^e Internationale, la négation de la théorie de la révolution permanente.

Défendre le trotskysme

Ce n'est pas pour rien que nous avons choisi de citer à plusieurs reprises les textes de Lénine, ou de la Troisième Internationale, dont les quatre premiers congrès font partie du programme de la IV^e Internationale, n'en déplaise à la direction du CCI-PT qui prétend que ce dernier se résumerait au seul *programme de transition*. La politique de la prétendue IV^e Internationale y est totalement étrangère.

Quand Pierre Lambert et Daniel Gluckstein décidèrent de « reproclamer » la IV^e Internationale en 1993, ils entérinaient en réalité leur abandon du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, combat dans lequel la responsabilité du PCI était essentielle. En effet le PCI était la section française de la IV^e Internationale avant la crise dislocatrice de 1951-1953 et elle avait alors résisté à l'offensive liquidatrice du pablisme.

S'il s'était vraiment agi de la reproclamation réelle de la IV^e internationale, cela aurait signifié pour le moins que l'essentiel des conséquences de la destruction de la IV^e Internationale par la politique de capitulation devant le stalinisme développée par Pablo et Ernest Mandel aurait été surmonté. Cela aurait signifié qu'une seule organisation internationale, avec une réalité physique significative, pouvait se considérer sans contestation possible comme le centre organisateur du combat pour la révolution prolétarienne mondiale.

Chacun le sait, c'est tout le contraire, et on ne peut empêcher notamment que ce soit au nom de la IV^e Internationale que le « Secrétariat Unifié », le centre révisionniste pabliste, appelle à voter Chirac en France, soutienne le gouvernement Prodi en Italie y compris quand il envoie des militaires au Liban ou en Afghanistan, ou encore participe au gouvernement Lula-Alencar au Brésil.

En fait, en 1991, en s'alignant sur la politique du PCF et en appelant à des « solutions négociées » par l'impérialisme français, durant la première guerre impérialiste contre l'Irak, le sort du PCI comme organisation révolutionnaire était scellé. La proclamation du « Parti des travailleurs » lui fournit un cercueil dans lequel l'enterrer politiquement, la proclamation d'un « courant » du PT, le CCI, faisant office de lindeuil. A l'échelle internationale, c'était la construction de « l'EIT » qui devenait la tâche réelle de Lambert et Gluckstein.

Le révisionnisme avait dès lors liquidé le PCI, et avec lui le dernier point d'appui pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Cela ne signifiait pas pour autant que les militants en tant que tels étaient perdus pour le combat pour la construction de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire.

A partir des années 80 et de l'arrivée de « l'union de la gauche » au pouvoir en France, c'est la ligne de la « démocratie » - pour le parlementarisme bourgeois - qui avait concentré le révisionnisme de la direction du PCI qui tient aujourd'hui les rênes du PT.

Aujourd'hui, il faut le constater, au travers de l'adaptation croissante aux appareils, le mini-appareil qui prétend être « la IV^e Internationale », en est rendu à des positions de soutien direct à l'impérialisme français, à des positions chauvines, et développe une politique empruntée directement aux legs des partis staliniens, qu'elle tente maladroitement de dissimuler derrière un verbiage « trotskyste » qui lui est indispensable pour maintenir son autorité sur les militants qu'elle influence.

Cette évolution est forcément source de réflexion pour de nombreux militants, comme elle est source de crises sans fin au sein des divers organismes impulsés par la direction de cette prétendue « IV^e Internationale », crises réglées par l'appareil avec les méthodes bureaucratiques qui sont le produit de son révisionnisme liquidateur irredressable.

Combattre pour le Socialisme a été créé par Stéphane Just en 1984 lors de son exclusion du PCI, exclusion provoquée par son opposition à la transformation du cours opportuniste de la direction lambertiste en révisionnisme liquidateur, le combat en défense du trotskysme.

Stéphane Just a constitué le « Comité » pour lutter contre le révisionnisme, défendre le trotskysme, et donc chercher à redresser politiquement et organisationnellement le PCI tant que cela était possible.

En 1991, prenant acte du décès du PCI, Stéphane Just donnait comme tâche au « Comité » de « *défendre les acquis théoriques et politiques que le programme de la IV^e Internationale et la lutte pour sa continuité ont concentrés* », et bien entendu « *participer, tout autant que ses moyens le lui permettent, à la vie politique, d'intervenir du côté du prolétariat, en avançant son orientation politique dans la lutte des classes* ».

Ce combat, dans des conditions difficiles engendrées au premier chef par le décès de Stéphane Just, le Cercle l'a poursuivi opiniâtement, avec ses propres moyens, en apportant à partir de ces acquis sa contribution sur les questions les plus importantes de la lutte de classes ces dernières années.

C'est à partir de ces acquis, et non pas d'un programme fait de bric et de broc comme une sorte de manteau d'arlequin, qu'il est possible de préparer la prochaine étape historique qui est aujourd'hui en perspective, l'engagement de la reconstruction du mouvement ouvrier sur l'axe de la révolution prolétarienne.

Ces acquis seront indispensables car ils concentrent l'expérience des mouvements de la lutte de la classe ouvrière, des mouvements révolutionnaires qui ont jalonné le 20^{ème} siècle. Ils ont été chèrement payés. Sans eux, « *sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire* », comme le disait Lénine.

Nous avons indiqué au long de ce texte le type d'initiatives qui pourraient être prises pour servir de points

d'appui au combat que mène sur tous les continents le prolétariat mondial contre les bourgeoisies séniles et oppressives, dans la perspective du socialisme, seule issue positive pour l'humanité.

Mais les regroupements les plus précieux seront ceux qui s'opèreront sur le terrain de la défense de marxisme, la

défense du trotskysme, au compte du combat pour construire de nouveaux partis, des partis ouvriers révolutionnaires, et leur internationale.

Si cette contribution permet d'avancer dans cette voie, alors elle aura atteint son objectif.

Paris, le 22 août 2006

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME" (10 NUMEROS: 20 EUROS)

NOM:.....PRENOM:.....

ADRESSE:.....

CODE POSTAL:.....LOCALITE:.....

Chèques à l'ordre de : G.E.R. - Envoyer à: G.E.R. – 140 boulevard de Ménilmontant – 75020 PARIS

Site web: <http://socialisme.free.fr>

Directeur de la publication: Olivier LESTANG Commission paritaire n°67187 - n°ISSN: 0763790X -
Imprimerie spéciale